

Éléments de catalogage :

Approches politiques et culturelles de la France et de la Lorraine. Mélanges en l'honneur de Jean El Gammal / sous la direction de Jérôme Pozzi – Nancy : Éditions de l'Université de Lorraine, 2024 – 1 vol. (340 p.) ; 24 cm .– (Prestige) (Mélanges).

ISBN print : 978-2-38451-059-7

ISBN PDF : 978-2-38451-060-3

ISBN ePub : 978-2-38451-061-02

Ouvrage publié avec le concours du Crulh (Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire – Université de Lorraine)



Photographie de couverture : Place Stanislas, Nancy – cc by Morio60/Flickr.

Mise en pages : Atelier Congard

Suivi éditorial : Jeanne Queille et Axelle Felgine

Droits de reproduction réservés pour tous pays.

Éditions de l'Université de Lorraine, 2023

42-44 avenue de la Libération – BP 50858

54011 Nancy cedex

France

Site web : editions.univ-lorraine.fr

Courriel : editions-contact@univ-lorraine.fr

Antisémitisme et bataille médiatique à Metz (1938-1939): de *La Rafale* à *La Tempête* en passant par *L'Alerte*

Jacques WALTER

jacques.walter@univ-lorraine.fr

Université de Lorraine, Crem, F-57000 Metz, France

Depuis le haut Moyen Âge, une communauté juive est établie à Metz et alentour, avec ses heures de gloire et ses heures sombres. On dispose de travaux de référence sur les unes et les autres et, dans certains de ceux-ci, la question de l'antisémitisme durant l'entre-deux-guerres est présente, mais, à l'exception de l'ouvrage de Jean-Bernard Lang et Claude Rosenfeld et de celui de Jeanne Vincler¹, la dimension médiatique n'a pas retenu l'attention. Pourtant, en 1938-1939, une bataille s'est jouée dans l'espace public messin. Pour en comprendre les tenants et aboutissants, il faut avoir en tête ce que représente la population juive en une terre concordataire censée voir cohabiter pacifiquement trois religions : catholique, protestante et juive.

En 1936, sur 633 000 habitants, la Moselle compte 8 600 Juifs. À Metz, où l'on dénombre 87 500 habitants, 4 200 se déclarent comme tels (1 000 refusent de se voir attribuer une religion, 2 000 à 3 000 dans le reste du département). Parmi ceux qui résident à Metz, 2 500 sont étrangers ou apatrides (200 dans le reste du département). En effet, dès la fin de la Grande Guerre, les besoins en main-d'œuvre étaient importants et des Juifs originaires de Pologne, des pays baltes, de Tchécoslovaquie — pauvres et travaillant souvent dans l'industrie, politisés à gauche aussi — émigrent en Moselle et à Metz. Ils y côtoient notamment des Juifs venus de Galicie au début du siècle, souvent très religieux et, bien sûr, des Juifs « autochtones » correspondant à ce que l'on a appelé ensuite le modèle « israélite français », intégrés si ce n'est assimilés et très patriotes. Mais le moins que l'on puisse dire, c'est que les « Polaks » ne sont pas accueillis à bras ouverts par tous leurs coreligionnaires implantés de longue date dans la cité. D'ailleurs, chacun des groupes dispose de son réseau associatif culturel, culturel ou autre. En

1. LANG Jean-Bernard et ROSENFELD Claude, *Histoire des Juifs en Moselle*, Metz, Éditions Serpenoise, 2001 ; VINCLER Jeanne, *Communautés juives en péril. Alsace-Lorraine, 1933-1939*, Metz, Éditions Serpenoise, 2010.

somme, ce qui est souvent nommé la communauté n'est pas unie, quand bien même des efforts sont-ils faits pour qu'il en soit autrement². Enfin, à partir de 1933, affluent des réfugiés d'Allemagne fuyant le nazisme, phénomène suivi par les services de police³. Cependant, les antisémites locaux ne font pas le détail, sachant qu'en vingt ans ils ont gagné en visibilité. Pourquoi ?

Il convient de tenir compte de l'évolution d'une ville revenue à la France en 1918, avec tout ce que cela comporte d'affirmation d'un puissant sentiment national⁴ pouvant prendre aisément une teinte nationaliste. Ce qui va de pair avec la réinstallation de l'armée française et l'établissement du siège de la 6^e région militaire. Pour sa part, l'Église catholique poursuit le rôle d'élément stabilisateur qu'elle joue depuis l'Annexion, sachant que l'antijudaïsme chrétien n'a pas disparu. Quant à la vie politique, elle connaît un infléchissement : d'une part, elle ne se situe plus dans l'orbe du républicanisme avancé caractéristique de l'avant-Annexion ; d'autre part, elle est orientée davantage par les formations politiques du cru que par celles ayant pignon sur rue à l'échelon national. Ce qui se concrétise par le poids de l'Union républicaine lorraine (URL) puis Union républicaine démocratique (URD), proche de l'Église catholique et attachée au « statut local ». Qui plus est, les notables locaux contrôlent la presse qui... les promeut, notamment *Le Lorrain* et *Le Messin*. Sur un plan économique, guère industrialisée, Metz est avant tout une ville où abondent les services et les commerces. La prospérité peut sembler au rendez-vous. Mais les conséquences des crises (1929, 1931) se font sentir. En outre, la ville est un observatoire privilégié des mutations de l'Allemagne toute proche et des dangers afférents. Metz ressent aussi les effets des aléas du régime parlementaire, fragilisé par les ligues ou groupements nationalistes qui prennent pied en Moselle. Parmi les organisations bien implantées, on relève l'Action française (AF), les Croix-de-Feu, les Jeunesses patriotes (JP), le Mouvement franciste⁵ et le Parti social français⁶ (PSF). En quelque sorte, sous la poussée de la situation tant internationale que nationale, la ville se « normalise » politiquement, en particulier dans les droites. Tout ceci trouve écho dans la presse.

-
2. Par exemple, voir LÉVY Paul, *Élie Bloch. Être Juif sous l'Occupation*, La Crèche, Geste Éditions, collection « Histoire », 1999.
 3. VINCLER Jeanne, *Communautés juives en péril*, op. cit., p. 34-36.
 4. LE MOIGNE Yves (dir.), *Histoire de Metz*, Toulouse, Éditions Privat, collection « Univers de la France et des pays francophones », 1986.
 5. Pour le nombre d'adhérents, le Mouvement franciste mosellan arrive juste après Paris. Du reste, les 17, 18 et 19 août 1935, le 2^e congrès du mouvement, qui se présente comme « fasciste français », se tient à Metz.
 6. COLAS Jean-François, *Les Droites nationales en Lorraine dans les années 1930 : acteurs, organisations, réseaux*, thèse de doctorat en histoire, Université Paris X Nanterre, 2002.

En effet, la Lorraine mosellane vit au « temps des journaux » pour reprendre l'heureuse expression de François Roth⁷. Comme on l'a signalé, *Le Lorrain* et *Le Messin* se taillent la part du lion pour les quotidiens de langue française. Le premier, organe d'expression des catholiques, s'est toujours opposé au régime allemand. Conservateur, le moins que l'on puisse dire est qu'il ne voit pas d'un bon œil l'arrivée du Front populaire qui porte au pouvoir ce qu'il n'aime pas : la gauche bien sûr, mais aussi des structures qui la soutiennent, des loges maçonniques à la Ligue de l'enseignement. D'où son appui au PSF du colonel François de La Rocque, véritable parti de masse issu des ligues dissoutes⁸ et surtout à la création du Front lorrain⁹ auquel adhère le maire de Metz, Paul Vautrin¹⁰, proche des Croix-de-Feu (section messine créée en 1934) et qui, parmi ses adjoints, compte plusieurs personnalités juives¹¹ comme Georges Samuel¹² ou Léon C. Salomon¹³. Néanmoins, la constitution du Front lorrain inquiète fortement la Ligue internationale contre l'antisémitisme (Lica¹⁴). Quant au second journal — *Le Messin* —, il est libéral et penche volontiers à gauche à ses débuts, avec un certain goût pour la polémique. Mais, dans les années trente, il se droitise et se retrouve peu ou prou sur la ligne du *Lorrain* en soutenant le réactionnaire Front lorrain. C'est à côté ou contre ces poids lourds — en 1936, respectivement 165 000 et 25 000 exemplaires — que naissent des journaux.

-
7. ROTH François, *Le Temps des journaux. Presse et culture nationales en Lorraine mosellane 1860-1940*, Metz/Nancy, Éditions Serpenoise/Presses universitaires de Nancy, 1983.
 8. RICHARD Gilles, *Histoire des droites en France de 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 2017, p. 213-221.
 9. WILMOUTH Philippe, *1936 Front lorrain contre Front populaire*, Knutange, Éditions Fensch Vallée, 2006.
 10. P. Vautrin (1876 à Tragny-1938 à Metz), instituteur, directeur commercial puis gérant du café « La Lune ». Il est Malgré-Nous, sous-titre d'une association qui regroupe des Alsaciens et Mosellans ayant dû combattre sous l'uniforme allemand pendant la Grande Guerre. Catholique pratiquant, membre des JP, maire de Metz sous l'étiquette URL puis URD de 1924 à sa mort, il entretient de très bonnes relations avec la communauté juive (au sens institutionnel), tout en participant à des actions contre l'arrivée de réfugiés juifs allemands en 1933 qui, selon les organisateurs, nuisent au commerce local.
 11. Contrairement à une idée reçue, être juif ne veut pas dire être systématiquement de gauche (voir SCHOR Ralph, *L'Antisémitisme pendant les années trente. Prélude à Vichy*, Bruxelles, Éditions Complexe, collection « Questions au XX^e siècle », 1992, p. 284 et sq.).
 12. G. Samuel (1882 à Metz-1964 à Metz), avocat et bâtonnier du barreau de Metz, membre du Consistoire israélite de la Moselle dont il est président de 1927 à 1950, premier adjoint de 1924 à 1940. Il est l'objet de plusieurs attaques dans *La Rafale* ou *La Tempête*. Sa fille, son fils, son gendre, le rabbin Élie Bloch (1909 à Dambach-la-Ville-1943 à Auschwitz) et sa petite-fille sont morts en déportation (voir LÉVY Paul, *Élie Bloch, op.cit.*).
 13. L. Salomon Cahen, dit Léon C. Salomon (1870 à Metz-1951 à Metz), négociant, défenseur du commerce messin et actif dans la création de la Foire-Exposition internationale de Metz en 1928. Il est pris à partie dès la première livraison de *La Rafale*.
 14. Voir DEBONO Emmanuel, *Aux origines de l'antiracisme. La LICA, 1927-1940*, Paris, CNRS Éditions, collection « Seconde Guerre mondiale », 2012, p. 222.

Pour *Le Lorrain* et *Le Messin*, il ne semble pas que l'antisémitisme soit vraiment un sujet, même si certains journalistes peuvent être antisémites. Certes, *Le Lorrain* a plutôt pris position contre la venue d'« immigrés » (euphémisme...) d'Allemagne nuisant au commerce mosellan¹⁵ ; quant au *Messin*, lorsqu'il a publié un article ouvertement antisémite (« La coalition Maçonnerie-Socialiste contre la petite propriété », 2 févr. 1933), il s'en est suivi une vague de protestations, de désabonnements et de retraits de publicités à l'initiative de personnalités juives, très choquées, et aussi de la Lica qui organise une réunion à laquelle 300 personnes participent¹⁶. C'est dans ce contexte et dans le sillage de la presse antisémite nationale (*L'Action française*, *Candide*, *Gringoire*, *Je suis partout*...) que, à l'initiative de groupes nationalistes, émerge en 1938 un périodique qui, à la différence des titres nationaux, a peu de moyens tant financiers qu'humains, avec des rédacteurs qui très majoritairement ne sont pas des journalistes professionnels : *La Rafale*, qui deviendra *La Tempête*, avec dans l'intervalle la parution de *L'Alerte*, une réplique d'opposants au premier titre. Ces titres appartiennent à la galaxie de la presse militante qui naît dans les années 1830. Ses promoteurs locaux peuvent s'appuyer — consciemment ou non — sur une tradition établie largement par la gauche mais aussi, fin 19^e-début 20^e, par des fractions de la droite nationaliste et antisémite. Parmi les traits distinctifs de cette presse, comme le relève Philippe Régnier¹⁷, il y a un « niveau maximal de *performativité* : sa publication est en elle-même un acte militant, son existence est une militance ». Plus encore, « le moyen de communication devient ainsi peu à peu une fin, et le rapport entre le groupe ou le parti, d'une part, et, d'autre part, son journal s'inverse jusqu'à faire de celui-ci la condition préalable et *sine qua non* de celui-là ». On est alors face à la conjonction d'une cause, antisémite en l'occurrence, portée avec un « style paranoïaque¹⁸ », et une tendance inhérente à la presse militante. La durée de vie de ces journaux est aléatoire. Ainsi, en juin 1939, avec la parution de la dernière livraison de *L'Alerte*, la bataille entre ces périodiques est close.

15. Sous l'égide de la Fédération des Groupements commerciaux de la Moselle, le 31 août 1933 se tient à Metz une réunion qui conteste violemment le poids des Juifs dans le commerce (WILMOUTH Philippe, « Le Front antijuif de Moselle », *Chroniques du Graouilly*, 32, 2022, p. 109).

16. Suite à cette réunion et aux agissements du *Messin*, la Lica souhaite créer à Metz un journal « à tendances libérales », dont le titre n'est pas encore fixé (rapport de police au préfet de la Moselle, 15 févr. 1933, archives départementales de la Moselle).

17. RÉGNIER Philippe, « Le journal militant », dans KALIFA Dominique, RÉGNIER Philippe, THÉRENTY Marie-Ève et VAILLANT Alain (dirs), *La Civilisation du journal. Histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIX^e siècle*, Paris, Nouveau Monde Éditions, collection « Opus magnum », 2011, p. 314.

18. HOFSTADTER Richard, *Le Style paranoïaque. Théories du complot et droite radicale en Amérique*, trad. de l'anglais (États-Unis) par J. CHARNAY, Paris, François Bourin Éditeur, collection « Washington Square », 2012 [éd. orig. 1965].

Cet épisode de la vie messine est peu connu. Et si les allusions à ces publications sont rares dans les travaux concernant l'antisémitisme à l'échelon national ou local¹⁹, l'étude de leurs interactions l'est encore plus. Or, une approche configurationnelle permet de prendre la mesure du rôle de certaines organisations et de leurs pratiques militantes et communicationnelles²⁰. D'ailleurs, l'action de chaque journal forme la matière première de plusieurs articles qui, en quelque sorte, racontent son histoire, « son combat ». Suivre un tel fil s'avère utile pour saisir les enjeux des projets éditoriaux et des attaques croisées entre les journaux (leurs rédacteurs se lisent avec attention), évaluer les éventuelles différences dans les modalités de conquête d'un lectorat et, en définitive, s'interroger sur le fonctionnement du monde de la presse militante politique qui réserve parfois des surprises²¹.

La Rafale : quand un journal raconte « son combat »...

Dans la première moitié des années trente, selon des rapports de police relatifs à l'antisémitisme à Metz, celui-ci semble plutôt minoritaire et assez peu visible dans l'espace public ; quand il se manifeste, il n'y a toutefois pas de preuve d'une influence directe d'agents allemands, même s'il y a eu des tentatives en ce sens. Mais, à l'instar de ce qui se passe dans le pays²², la situation change nettement, tant à Metz qu'en Moselle, avec l'arrivée au pouvoir du Front populaire et le gouvernement Blum (qui veut notamment réviser le statut des écoles en

-
19. BIRNBAUM Pierre, *Un mythe politique : la « République juive » de Léon Blum à Pierre Mendès France*, Paris, Fayard, collection « Les Nouvelles études historiques », 1988 ; COLAS Jean-François, *Les Droites nationales en Lorraine dans les années 1930*, op. cit. ; DEBONO Emmanuel, *Aux origines de l'antiracisme*, op. cit. ; DURAND Jean-Daniel, *L'Opinion mosellane face à la politique allemande*, thèse de doctorat en histoire, Université de Metz, 1998 ; LANG Jean-Bernard et ROSENFELD Claude, *Histoire des Juifs en Moselle*, op. cit. VINCLER Jeanne, *Communautés juives en péril*, op. cit. ; WILMOUTH Philippe, *1936 Front lorrain contre Front populaire*, op. cit. ; WILMOUTH Philippe, *L'Église mosellane écartelée. 1939-1945 Face au Nazisme et à la dispersion*, Ars-sur-Moselle, Serge Domini, 2015 ; WILMOUTH Philippe, « Le Front antijuif de Moselle », art. cit.
 20. Pour l'aide qu'ils lui ont accordée, l'auteur remercie Gérald Arboit, Benjamin Berceaux, Emmanuel Brandenburger, François Cochet, Jean-François Colas, Olivier Dard, Emmanuelle Danblon, Jean-Philippe Eckert, Yannick Groutsch, Michel Grunewald, Marylise Guitard, Marion Humbert, Jean-Éric Jung, Catherine Lanneau, Régis Le Mer, Daniel Mathieu, Sophie Milquet, Ulrike et Uwe Puschner, Jean-Baptiste Santelli, Pierre-André Taguieff, Alain Thiebaut, Joseph Valeri, Philippe Wilmouth. Un merci tout particulier à Michel Walter qui a reconnu certains acteurs et à Patrick Zachary qui a joué au détective pour retrouver des archives de son avocat de père.
 21. Dans la présente étude, à de fins prosopographiques, la majorité des protagonistes sont identifiés précisément (dans la plupart des documents et sources historiographiques, seuls des patronymes sont mentionnés et parfois de façon fautive).
 22. DEBONO Emmanuel, « Les dynamiques de l'antisémitisme à l'œuvre dans les années 30 », *Archives juives*, 40, 2007.

Alsace-Moselle), avec aussi des actions violentes comme celles de la Cagoule. Des milieux catholiques et nationalistes s'activent, se radicalisent et s'organisent, dont en Moselle l'AF et la Solidarité française, ce qui inquiète le préfet de la Moselle et déclenche des enquêtes de police au sujet de nombreux agissements antisémites et des demandes de la direction de la Sûreté nationale sur la presse antisémite en avril 1939. Dès mai 1938, une feuille antisémite annoncée comme mensuelle, *La Gifle*, est distribuée sous le manteau à Metz. Confectionnée par l'Alliance Fabert, officine royaliste créée en 1936 après la dissolution de l'AF et comptant environ 250 membres²³, présidée par le commandant Louis Paliès²⁴, cette publication est diffusée gratuitement par Gilbert Cordier²⁵ et Joseph Victor²⁶.

Peu de temps après les accords de Munich, les mises en alerte de l'armée et la mobilisation partielle, le Front anti-juif de la Moselle tient les 15 octobre et 30 novembre 1938 des assemblées constitutives à Metz (« Taverne Amos », rue Tête d'Or). Son siège est au restaurant « Au Cardinal » (2 en Bonne Ruelle) au cœur du quartier commerçant dont les propriétaires de plusieurs magasins sont dans le collimateur de ce groupe. Certes, ces assemblées regroupent seulement une quarantaine de personnes, mais elles sont très offensives. Qui sont les protagonistes ? Majoritairement, des commerçants et des membres des classes moyennes originaires de Moselle ou d'Alsace, souvent catholiques, ayant parfois des liens familiaux entre eux. Rodolphe Leuner²⁷ est à la tête du Front ; le reste du bureau est composé du vice-président Eugène Hoffmann²⁸, du secrétaire

-
23. En 1926, on dénombre 580 camelots du roi à Metz ; les ligueurs et proches seraient plus de 3 000 (SCHMIDT-TRIMBORN Anne-Catherine, *La Ligue d'Action française (1905-1936). Organisations, lieux et pratiques militantes*, Bruxelles, P. Lang, collection « Convergences », 2022, p. 90).
 24. L. Paliès (1885 à Albi [81]-1951 à Labruguière [81]), maire de Labruguière (1913-1914), lieutenant de cavalerie, breveté pilote en 1916, membre de l'Association des anciens prisonniers de guerre. Dans les années 1930, il réside au Ban-Saint-Martin (57). Parmi ses activités, le commandant organise des conférences à Metz et alentour. *L'Action française* rend compte de certaines manifestations de l'Alliance Fabert dans ses colonnes.
 25. G. Cordier (1905 à Moyeuvre-Grande [57]), technicien, employé de la maison de confection Gillet Lafond (Metz), secrétaire effectif du comité du journal. Après la vente de *La Rafale* en décembre 1938, il en détient la comptabilité et doit la restituer au nouveau propriétaire le 5 ou le 6 janvier 1939 (lettre de M^e Zachayus [voir *infra*] à M^e Prud'homme, huissier, 5 janv. 1939, arch. privées). Dès l'occupation de Metz par les troupes allemandes, Philippe Prud'homme (1901 à Bettborn [57]-1979 à Strasbourg [67]) est nommé *Polizeipräsident* (commissaire central de police) et il suspend de leurs fonctions les commissaires de la place ; il fait aussi arrêter ou expulser une trentaine de fonctionnaires de police (HIEGEL Henri, *La Drôle de guerre en Moselle 1939-1940. Tome 2, 10 mai au 4 juillet 1940*, Sarreguemines, Pierron, collection « Documents lorrains », 1984, p. 136 et 138).
 26. J. Victor (1902 à Limoges [87]-1945 à Pau [64]), chauffeur, marié à Metz.
 27. R. Leuner (1913 à Roeschwoog [67]-1967 à Montigny-lès-Metz [57]), né Rolf Theophil Becker et reconnu par son père en 1918 à l'occasion du mariage de ses parents, agent d'assurances, employé, puis commerçant (café, journaux en gros...). Il reste président du Front jusqu'en janvier 1939.
 28. E. Hoffmann (1897 à Vantoux [57]-1972 à Marange-Silvange [57]), représentant, restaurateur.

général Georges Régnier²⁹, du trésorier général René Fischer³⁰, du chef de la propagande René Petit³¹. Des hommes plutôt jeunes (les femmes sont quasi absentes) qui sont évidemment parties prenantes du journal. Au 1^{er} décembre 1938, la section messine, à laquelle s'affilient des groupes de sympathisants de communes mosellanes, compterait aux dires de *La Rafale* 1 720 adhérents. Son programme, exprimé en termes virulents dans son périodique — *grosso modo*, les Juifs sont ni plus ni moins que des « parasites à détruire³² » —, est à l'unisson des grandes forces antisémites. Le Front est proche, voire issu du Rassemblement antijuif de France dont le président est le futur commissaire aux affaires juives Louis Darquier de Pellepoix, ancien Croix-de-feu, qui, d'ailleurs, connaît la région³³ et implante son mouvement en Lorraine et en Alsace-Moselle, avec une antenne créée à Strasbourg en 1936. Sur le fond, le journal défend les intérêts des commerçants et artisans tout comme de certaines professions libérales (médecins) ou du spectacle (cinéma), de l'armée, de la France chrétienne ; il demande l'expulsion des Juifs étrangers, un *numerus clausus*, etc. Sur la forme, au croisement de plusieurs traditions discursives et de genres textuels, avec *La Rafale*, on est dans la logique du discours agonistique et de la parole pamphlétaire ou encore de la délation³⁴, sans le savoir-faire littéraire des ténors de l'extrême droite (de Léon Daudet à Céline) : violence verbale, insulte, radicalité, emphase, imprécation, scatologie, sexualisation, ironie et humour méprisants, etc. Si la période est marquée par de nombreux affrontements, on pourrait dire que *La Rafale* livre une guerre-éclair, puisque le titre disparaît au bout de deux mois. Et dans la narration de celle-ci, pour reprendre une formule « polémologique » du

-
29. G. Régnier (1902 à Metz-1968 à Oberhaslach [67]), représentant, fils d'un médecin messin (Louis Régnier, 1868 à Vigy [57]-1955 à Metz, soutien du Front anti-juif).
30. R. Fischer (1903 à Sarreguemines [57]-1960 à Metz [57]), coiffeur, activiste antisémite à Metz, repéré comme tel par la police avant la création du Front.
31. R. Petit, garagiste à Metz.
32. L'article 2 des statuts du Front précise que « le but de cette société est de réunir tous les hommes de bonne volonté décidés à sauvegarder les intérêts des commerçants et artisans [*sic*] français contre l'invasion des juifs immigrés depuis l'armistice dans notre département et qui causent un préjudice sensible aux commerçants et artisans [*sic*] de notre département ». Dans les faits, l'antisémitisme de ladite société se déploie sur tous les... fronts.
33. Artilleur durant la Grande Guerre, L. Darquier de Pellepoix a séjourné à Metz, où son régiment fut présenté à Philippe Pétain quand celui-ci reçut son bâton de maréchal. Il est resté en cette ville et alentour jusqu'en septembre 1919 : il devait récupérer des munitions, sans toutefois donner satisfaction à ses chefs (CALLIL Carmen, *Darquier de Pellepoix ou la France trahie*, trad. de l'anglais [Royaume-Uni] par JAOUËN F., Paris, Buchet-Chastel, 2007 [éd. orig. 2006], p. 67).
34. EL GAMMAL Jean, « Pamphlets et politique en France de 1919 à nos jours : déclin ou mutations d'un genre », *Annales de l'Est*, 2, 2007. PASSARD Cédric, « Pamphlet politique », *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*, 2020. Disponible sur : <http://publictionnaire.huma-num.fr/notice/pamphlet-politique>. JOLY Laurent (dir.), *La Délation dans la France des années noires*, Paris, Perrin, 2012.

juriste allemand Carl Schmitt³⁵, influent sous le III^e Reich, l'essentiel se joue dans une dialectique ami/ennemi. Ce qui passe souvent par une adresse directe au lecteur qu'il faut enrôler. Ce qui passe aussi par des contre-offensives, puisque des « ennemis » réagissent dans l'espace public ou dans l'arène judiciaire.

Un projet éditorial et politique de choc

C'est le 29 octobre 1938 que paraît le premier numéro de *La Rafale* avec le sous-titre *Anti-Juive*, « organe bimensuel ». L'exemplaire (6 pages) est vendu 1 franc et l'abonnement annuel coûte 20 francs. Le tirage se monte à 7 000 exemplaires au tout début, puis il passe à 5 000 et décroît. Le journal est imprimé par l'entreprise François Merfeld³⁶ (Metz). Quoi qu'il en soit, son gérant est Lucien Boulay³⁷. Dans l'équipe rédactionnelle, il y a aussi Georges Régnier, Gilbert Cordier, Victor Baillard³⁸, Roger Jeanson³⁹, qui ne signent pas leurs papiers. On relève des signatures pseudonymiques comme Jacques de Luçay, Judex et d'autres encore dans les livraisons suivantes (Photius, Vlan⁴⁰ !, Clac !, etc.). Il s'agit sans doute d'une manière de dissimuler le manque de collaborateurs « professionnels » et peut-être également d'un refus d'assumer des propos sous un véritable patronyme. En tout cas, la mouvance politique et idéologique, elle, est clairement affichée : sur la dernière page, en gros caractères, figure un appel direct au lecteur : « Abonnez-vous à "La Rafale" Organe du Rassemblement Anti-Juif de la Moselle ». En page 2, de façon plus discrète, on découvre un autre appel : « Lisez "La France enchaînée" organe antisémite français Directeur Darquier de Pellepoix Conseiller général de la Seine ». Le journal fait la promotion de

35. SCHMITT Carl, *La Notion de politique* suivi de *Théorie du partisan*, trad. de l'allemand par M.-L. STEINHAUSER, Paris, Calmann-Lévy, collection « Liberté de l'esprit », 1972.

36. F. Merfeld (1905 à Roupeldange [57]-1976 à Nice [06]).

37. L. Boulay (1874 à Metz-1964 à Metz), commerçant. En raison de l'Annexion, sa famille — patriote et catholique — s'installe à Pont-à-Mousson [54]. L. Boulay travaille à Nancy, effectue son service militaire dans l'infanterie. Il réside à Paris, puis Sedan. Après avoir été réserviste de l'armée territoriale durant la Grande Guerre, il regagne Metz. Fin 1938-début 1939, suite à la vente de *La Rafale* et à ses démêlés avec des membres du Front, suite aussi à des problèmes de santé, il quitte Metz pour Paris puis revient dans sa ville natale.

38. V. Baillard (1896 à Longeville-lès-Metz-1964 à Longeville-lès-Metz), homme d'affaires. On reviendra sur certaines de ses pratiques professionnelles dénoncées par *L'Alerte*.

39. R. Jeanson (1909 à Paris-1939 à Metz), représentant industriel et lieutenant de réserve, royaliste, s'est établi à Metz. Il se présente comme propriétaire de *La Rafale*. Il est chargé de la mise en page et auteur d'articles. Il joue un rôle important dans la disparition du titre, sachant que sa mère est gérante d'un autre journal antisémite à la création duquel il participe sans doute. Il meurt le 24 mars 1939 à l'hôpital Sainte-Blandine. Par son épouse (Émilie Foncin ; 1911 à Dornot [57]-2004 à Doulaincourt-Saucourt [52]), R. Jeanson est apparenté au Dr Maurice Nosal (1894 à Bérig [57]-1945 à Metz [57]), donateur du Front anti-juif et de *La Rafale*.

40. Hasard ou non, Vlan, sous-titré *Toute la vie politique*, est le titre du journal du mouvement rexiste de Léon Degrelle, dont la première livraison est parue le 4 février 1933.

la presse de sa mouvance, tout comme il joue du possible souvenir de celle-ci dans son lectorat. Une rubrique est ainsi intitulée « Au pilori ». Un clin d'œil à l'hebdomadaire satirique *Le Pilori*, nationaliste et antisémite à souhait, paru de 1886 à 1900 ? Sa Une était toujours constituée d'une caricature. Ce qui est aussi le cas de *La Rafale*. Serait-ce encore une allusion au périodique *Le Pilori*, (re)créé en 1938, qui deviendra *Au Pilori* en 1940⁴¹ ?

Quoi qu'il en soit, sous le titre « Pourquoi nous paraissons ! » (p. 1), la rédaction signe un éditorial qui explicite le projet : « *La Rafale* arrive... Elle devait arriver... Depuis longtemps, les Lorrains, citadins et paysans, opprimés, pressurés et menacés par la juiverie, sentaient une indignation légitime fermenter au fond de leurs cœurs. Ils ont laissé s'accumuler les affronts et les avanies, se réservant de réagir à l'heure choisie par eux : cette heure est venue ! ». Joue d'abord une dimension régionale avec l'exemple de l'Alsace « où l'antisémitisme a pris, depuis quelques mois, des proportions considérables » et « a fini par avoir des échos en Moselle ». Pour cette dernière, c'est « la conduite des disciples d'Israël aux heures angoissantes de la mobilisation qui a fait déborder le vase ». Les « froussards au nez crochus » ont fui en France de l'Intérieur pour échapper à « la guerre qu'ils avaient voulue ». Mais passé le rire devant « cette colique palestinienne », le retour des « fuyards » fait que « la Moselle tout entière souhaite maintenant une œuvre d'épuration de cette plèbe indésirable » qui sera poursuivie « jusqu'à sa totale réussite ». Chaque livraison du journal sera donc « une rafale nouvelle contre ces parasites sans pudeur et sans vergogne ». Et ce, en respectant un principe : « Nous n'INVENTERONS rien, nous ne CALOMNIERONS pas, nous ferons JUSTICE » (typographie d'origine). Bien sûr, le rapport à la vérité est celui de la propagande ou d'un journal militant... L'ensemble du projet devant se réaliser en toute indépendance financière, puisque les « amis » du journal cotisent et ceci « sans la moindre nuance politique » (typographie d'origine). En effet, dans la continuité d'une « Union sacrée », « royalistes, nationaux, socialistes, communistes, qui ont fait la trêve des partis pour se rallier contre la juiverie, marchent chez nous, la main dans la main. Il n'y a, pour eux, qu'un oppresseur : le Juif. C'est contre celui-ci que nous nous dressons tous. C'est à lui que nous demanderons des explications si, après l'ardeur de notre campagne, il en reste encore en Moselle pour nous les fournir ! ». Du reste, dès la livraison suivante en Une (n° 2, 11 nov. 1938), est publiée une « Lettre ouverte à Monsieur le Préfet de la Moselle », signée « La Rafale », au sujet des Juifs étrangers demandant de bien vouloir « nous débarrasser de cette racaille, en l'expédiant dans un tout autre dépotoir que nos départements recouverts, où ils pourraient être employés sans nuire aussi considérablement à la main d'œuvre locale ».

41. Voir JOLY Laurent, « *Au Pilori* (1940-1944). "Journal de lutte contre le juif" et organe de délation », *Revue d'histoire de la Shoah*, 198, 2013.

Mobiliser ses lecteurs

Dans un paysage médiatique en langue française bien rempli localement (avec aussi quelques titres d'extrême droite comme *Le Courrier de Lorraine et de Franche Comté*, *La Lorraine nationale et sociale*, *Les Voix lorraines...*) et nationalement, *La Rafale* compte sur ses lecteurs pour occuper davantage d'espace. D'où des appels récurrents. Par exemple, dans la deuxième livraison (p. 5), sous le titre « À nos Amis, À nos Lecteurs ». Le propos est clair : « *La Rafale* ne pourra se maintenir, durer et défendre notre province contre la juiverie qui si elle est sérieusement et puissamment soutenue. Il faut que tous s'y mettent [...]. De toutes vos forces, chers amis qui en avez assez des juifs, de toute votre compréhension des circonstances, de tout votre cœur de Français : *En avant!* ». Et suit l'adresse pour déposer les dons... Ces demandes sont de plus en plus pressantes de numéro en numéro, tant les difficultés financières sont importantes, tant des « modérés » trouvent que le journal est trop dur avec la « juiverie » (n° 3, 26 nov. 1938, p. 1), ce qui veut dire une perte potentielle d'une partie du lectorat.

L'appel est également une recherche de collaborateurs : « Nos lecteurs trouveront dorénavant une nouvelle rubrique dans *La Rafale*. Cette rubrique aura pour rédacteurs nos lecteurs eux-mêmes ». Le journal demande que les messages ou articles soient envoyés signés afin d'avoir une « garantie d'authenticité et de bonne foi ». Dans le bimensuel ne figureront que des initiales ou un numéro à quelques rares exceptions près comme Max Colroy⁴². Mais, selon la classique logique paranoïaque des antisémites et à suivre la rédaction, cela « n'empêchera pas des juifs anonymes de nous envoyer de fausses nouvelles pour pouvoir ensuite nous attaquer » (« On nous écrit... », p. 5). Du reste, une adresse postale est fournie. Dans la quatrième livraison (13 déc. 1938, p. 4), on demande aux lecteurs de préciser l'origine des coupures de presse qui alimentent la rubrique « Revue de la presse ». Parmi les titres, *Gringoire*, *L'Action française*, *L'Ère nouvelle*, *La Flèche*, *Paris Soir*...

Faire front

Cependant, le mouvement se heurte très vite à une opposition, en particulier sous l'égide de la Lica créée à Metz en 1933. *La Rafale* en rend compte dès sa première livraison dans un article intitulé « La pourriture se réunit » (p. 4), comme si le journal avait un informateur sur le lieu de la réunion (à « La Taverne », rue Mazelle). Et d'assurer que c'était la dernière à Metz, puisque

42. M. Colroy est le pseudonyme du colonel Maximin-Léonce Royet (1866 à Paray-le-Monial [71]-1947 à Saint-Fargeau-Ponthierry [77]), auteur de livres sur la Grande Guerre, durant laquelle il a été blessé, et sur les Éclaireurs de France (mouvement de scoutisme laïque auquel il appartient jusque dans les années 1920) et journaliste.

« nous avons décidé de leur interdire toute réunion publique ». Dans la livraison suivante (n° 2, 19 nov. 1938, p. 3), il est précisé que le gérant du siège de la Lica (9 avenue Foch) est obligé de verrouiller les portes de l'immeuble, tant il craint les réactions de la population face à ces « crépus nasigères et colicocéphales [sic] ». Plus globalement, *La Rafale* constate que la « juiverie » locale fait tout pour empêcher la parution. Si le terme « juiverie » est pour le moins péjoratif, il est patent et logique que des personnalités juives se mobilisent pour contrer *La Rafale* et ses promoteurs.

Ensuite, comme on l'a signalé, le journal s'en prend à des individus précis. En effet, « la dénonciation est consubstantielle à la presse antisémite : toute position occupée par un Juif est, en soi, un scandale, et le moindre méfait peut donner matière à une campagne violente⁴³ ». Parmi les cibles principales, dès la première parution, il y a surtout Jacques Bloch⁴⁴, « richissime » administrateur de sociétés, qui dépose un dossier pour la Légion d'honneur, demande à adjoindre le nom de son épouse — Becker — à son patronyme, achète des exemplaires de *La Rafale* par dizaines pour empêcher sa diffusion, etc. Ajoutons que la haine à son égard, concrétisée aussi par des caricatures, est avivée par le fait qu'il est proche des milieux militaires et nationalistes. Il y a aussi René Blum⁴⁵, de Morhange, « millionnaire » qui s'est mal conduit avec des soldats français devant loger chez lui pendant une mobilisation partielle et Jean-Jacques Dreyfus⁴⁶, de Mulhouse, qui est accusé par *Gringoire* d'avoir déserté durant la Grande Guerre. Le frère

43. JOLY B., Art. cit., p. 168.

44. J. Bloch (1895 à Metz-1981 à Neuilly-sur-Seine [92]), dit Bloch-Becker, administrateur de sociétés, fondateur de la Société lorraine Prisunic à Metz (1934), PDG de la société Au Grand Marché, président de la fédération mosellane de l'influente Union Chéron (Union des sociétés d'éducation physique et sportive et de préparation au service militaire), ce que brocarde *La Tempête*. En 1926, à Vincennes, il épouse Louise Catherine Becker (1907 à Saint-Gilles-lez-Bruxelles [Belgique]-1986 à Neuilly-sur-Seine [92], née de parents français). Il est lieutenant-colonel d'administration honoraire du service de santé de la 1^{re} région militaire (médaille de chevalier de la Légion d'honneur remise par le général Henri Giraud en 1939 ; commandeur du Mérite militaire ; médaille commémorative de la guerre 1939-1945 ; chevalier de la Couronne d'Italie).

45. R. Blum (1882 à Quatzenheim [67]-1944 à Auschwitz), négociant en céréales et marchand de biens. Replié à Mouxy [73], il est arrêté par la Gestapo, interné à Chambéry puis déporté avec sa fille et son gendre.

46. J.-J. Dreyfus (1898 à Mulhouse [68]-1974 à Berne [Suisse]), membre de la famille du capitaine du même nom, propriétaire avec ses cinq frères de la société Unifix (1932) et de l'Union d'achats et de commissions (UAC, 1934), dont le point de départ est notamment le Mag-Est de Metz. Officier du 2^e bureau (Légion d'honneur), replié en zone Sud, il est résistant (*Dorville*) au sein du réseau Famille Martin (renseignement militaire et évaison, dépendant des services anglais) dans lequel sont engagés des avocats juifs nés à Metz ou exerçant à Metz, dont le chef du réseau Jean David (1906 à Metz-1951 à Paris ; *Darcy*, avocat à Paris), Myrtil Zachayus (voir *infra*) ou Armand Kraemer (1910 à Metz-1982 à Metz ; *Martin, Clément*, médaille de la Résistance, Légion d'honneur), qui fut aussi l'un des chefs du réseau.

de celui-ci, René Dreyfus⁴⁷, est également plaignant puisque le journal rapporte que dans le cadre d'une affaire financière, il a investi un « précieux magot » sous de faux noms dans des « entreprises israélites ». S'estimant injuriés et diffamés publiquement, assistés par des avocats messins (non juifs) — M^e Paul Wiltzer⁴⁸ et M^e Antoine Nicolai⁴⁹ —, ces « israélites français », appartenant à la bourgeoisie d'Alsace-Lorraine, portent plainte en correctionnelle contre le gérant de *La Rafale*, Lucien Boulay, défendu par M^e Pierre Leroy⁵⁰ (Paris). L'audience a lieu le mardi 6 décembre 1938 et les plaignants demandent 5 000 francs de dommages et intérêts, ainsi que l'insertion du jugement dans des journaux (*L'Est républicain*, *Le Messin*, *Le Républicain lorrain*, *Lothringer Volkszeitung*). Sous la plume de Photius, *La Rafale* indique que « plus que jamais ceux qui nous lisent et nous liront par la suite auront encore un plus grand dégoût de ces juifs pourris d'or qui se coalisent pour abattre une feuille antijuive assurément très pauvre mais qui les gêne terriblement (n° 4, 10 déc. 1938, p. 3). Ceci participe d'une classique vision des « petits contre les gros⁵¹ ». Verdict le 3 janvier 1939. Le prononcé du jugement est renvoyé au 23 janvier 1939. Résultat : les juges ont été sensibles à l'argumentation de l'habile et convaincant M^e Leroy. Lucien Boulay est relaxé en ce qui concerne l'injure à Jacques Bloch, mais écope d'une condamnation

-
47. R. Dreyfus (1890 à Mulhouse [68]-1961 à Paris) est administrateur de société (Unifix) à Metz ; la guerre venue, il passe en zone Sud.
48. P. Wiltzer (1898 à Holling [57]-1983 à Metz [57]), membre d'une famille bien connue à Metz et en Moselle, avocat, dirige un cabinet, bâtonnier, actif dans le milieu associatif. Lui, comme des membres de sa famille, est pris à partie par la presse antisémite locale.
49. A. Nicolai (1883 à Pietra-di-Verde [20]-1954 à Pietra-di-Verde) — Légion d'honneur, Croix de guerre — exerce d'abord au barreau de Marseille. Arrivé en Moselle (initialement à Thionville) en 1919, il est le deuxième bâtonnier élu en 1922 à Metz, la première élection ayant été cassée. Homme de gauche et laïque (président de la fédération du Parti républicain radical et radical-socialiste, de la fédération mosellane de la Ligue des droits de l'homme [LDH], de la Ligue de la République, proche des milieux maçonniques), il fonde et dirige *Le Cri de Metz et de la Moselle* (voir ROTH François, *Le Temps des journaux*, *op. cit.*). Vice-président de la section messine de la Lica, il participe aussi aux travaux de l'Association juridique internationale d'obédience communiste, via le Secours rouge international (1929-1939). Dans la livraison du 5 mars 1939 de *La Tempête* (n° 5, p. 8), il dément que *L'Alerte* soit l'organe officieux du Parti républicain radical et radical-socialiste.
50. P. Leroy (1888 à Breteuil-sur-Iton [27]-1965 à Noisy-le-Grand [93]), avocat et docteur en droit, combattant de la Grande Guerre. Ami de Xavier Vallat au barreau de Paris, il tente de créer une association des avocats français. Il adhère au Rassemblement antijuif et devient défenseur de celui-ci et de L. Darquier de Pellepoix. Ultérieurement, il rejoint le Parti populaire français (PPF), devient membre de l'Institut d'anthroposociologie, consacré aux questions raciales, créé par L. Darquier de Pellepoix et présidé par le médecin et avocat Claude Vacher de Lapouge (CALLIL Carmen, *Darquier de Pellepoix ou la France trahie*, *op. cit.*, p. 369 ; BRUTTMANN Tal et JOLY Laurent, *La France antijuive de 1936. L'agression de Léon Blum à la Chambre des députés*, Paris, CNRS Éditions, collection « Biblis », 2016, p. 142 ; voir aussi DEBONO Emmanuel, *Le Racisme dans le prétoire. Antisémitisme, racisme et xénophobie devant la loi*, Paris, Presses universitaires de France, 2019, p. 82-87).
51. BIRNBAUM Pierre, *Le Peuple et les gros. Histoire d'un mythe*, Paris, Grasset, 1979.

de 16 francs et de 1 franc de dommages-intérêts pour diffamation ; face à René Blum, le gérant est condamné à 16 francs d'amende pour injure et à 1 franc de dommages-intérêts, mais il est relaxé pour la diffamation ; relativement à René Dreyfus, la condamnation est de 50 francs pour diffamation et 1 franc de dommages-intérêts, avec une relaxe pour l'injure ; enfin, la plainte de Jean-Jacques Dreyfus étant considérée comme non fondée, Lucien Boulay est relaxé. D'évidence, c'est une victoire pour le Front, même si, à ce moment, il n'est plus propriétaire de *La Rafale* que son gérant a vendue — et pas à n'importe qui — sans demander l'accord à qui que ce soit. Ceci explique un relatif silence sur cette affaire dans *La Tempête*, le périodique succédant à *La Rafale*.

Enfin, *La Rafale* est confrontée à « la dernière feuille » messine, soit *L'Alerte* (première parution le 20 nov. 1938). Ce dont traite l'éditorial vengeur, signé Vlan !, de... l'ultime livraison de *La Rafale* (10 déc. 1938). L'éditorialiste concentre de furieuses attaques nominatives contre Jacques Bloch, initiateur désigné de cette publication anti-*Rafale*, et contre Frédéric Certonciny, journaliste en vue, qui dirige *L'Alerte*. Plus encore, sous le titre « Lettre ouverte à "Sers ton Titi" », article signé Clac (p. 3), ce journaliste — qualifié de « vieux crétin enjuivé » au service de Jacques Bloch — est étrillé pour réfuter le propos qu'il a tenu dans la première livraison de *L'Alerte* : le mouvement antijuif n'est pas « un article d'importation germanique », car l'enjeu est de ne pas avoir à se faire « tuer bientôt, pour [les juifs], contre les Boches » ; il ne s'agit pas non plus d'une « gaminerie », puisque l'antisémitisme du mouvement est « un antisémitisme de raison ». Dans les faits, face à cette offensive locale et avec une tension internationale forte, le journal amplifie la violence de sa rhétorique antisémite. Il est vrai que, dans les coulisses, s'organise une riposte musclée qui provoque une cassure dans l'équipe d'animation de *La Rafale*, voire au sein du Front anti-juif. D'où la nécessité de comprendre comment naît *L'Alerte*.

L'Alerte : un miroir inversé ?

Peut-être plus encore que *La Rafale* et *La Tempête* qui lui succède, *L'Alerte* est une publication peu connue et peu exploitée dans les travaux sur l'antisémitisme en Lorraine. Devenu rapidement hebdomadaire (n° 2, 27 nov. 1938) puis bimensuel à compter du numéro 15 (12 mars 1939), le journal paraît du 20 novembre 1938 au 11 juin 1939, soit 21 livraisons d'un plus grand format que celui des deux autres journaux. Des périodiques formant la matière première de cette contribution, c'est donc lui qui a la durée de vie la plus longue. Son administration est sise d'abord 4 en Nexirue, puis 3 avenue Joffre⁵². Il est vendu dans l'institution messine

52. En mars 1939, des bureaux de *L'Alerte* ouvrent aussi à Nancy (15 rue Gustave-Simon) et, à compter de cette date, le journal est confectionné par L'Imprimerie nancéienne sise à la même

qu'est la « Maison de la Presse » d'Édouard Gangloff⁵³ (41 rue Serpenoise) et chez ses dépositaires deux fois moins cher que son concurrent : 0,5 franc (1 franc avec le passage au bimensuel) ; l'abonnement est proposé à 20 francs et le restera, sachant que le journal comporte des annonces publicitaires (jusqu'à une dizaine). Fabriqué par une imprimerie spéciale (Imprimerie Gueblez⁵⁴), son gérant est Georges Payraud⁵⁵. Le périodique est très personnalisé. Sous son titre, apparaît le nom du directeur : Frédéric Certonciny, qui s'assure la collaboration de journalistes professionnels, pas nécessairement « progressistes » (Jean Bardanne⁵⁶, Job de Roince⁵⁷). Le journal offre de nombreux articles et illustrations sur la vie nationale et internationale. La dimension locale est cantonnée à des rubriques comme « La vie messine » ou « Bec de gaz » ou parfois à des éditoriaux.

Sur le fond, *L'Alerte* se veut en quelque sorte le miroir inversé de *La Rafale*. Il faut savoir que la recrudescence de l'antisémitisme en Alsace-Moselle est suivie dans les milieux juifs locaux, mais aussi nationaux, comme en attestent par exemple les bulletins du Centre de documentation et de vigilance, créé en 1936

adresse. Depuis 1925, cette maison imprime la *Revue juive de Lorraine* — créée à Nancy par l'étudiant en médecine Robert Lévy (1904 à Nancy [54]-1966 à Lille [59]) —, qui, dès 1926, dispose d'un bureau à Metz (4 place de Chambre, puis 12 rue Pétain). La revue se situe dans le courant de l'israélisme français (voir JOB Françoise, « Un titre israélite de province : La Revue juive de Lorraine (1925-1940) », *Archives Juives*, 36, 2003). Durant la guerre, la maison imprime le clandestin *Journal de la Lorraine*. Son directeur, le maître typographe Louis Reynier (1900 à Varangéville [54]-1961 à Nancy [54]), est arrêté par la Gestapo ; libéré, il reprend ses activités de résistant en lien avec le Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France.

53. E. Gangloff (1873 à Calais [62]-1948 aux Sables-d'Olonne [85]), combattant volontaire pendant la Grande Guerre, journaliste, créateur de la Maison de la Presse (qui fait florès en France), gestionnaire des dépositaires de la Messagerie Hachette. Il est dépositaire de *La Rafale* et, ensuite, écrit épisodiquement dans *L'Alerte*. 1926
54. V. Gueblez (1899 à Roupeldange [57]-1960 à Metz [57]), maître imprimeur, résistant dès 1940 (FFI).
55. G. Payraud (1867 à Paris-1948 au Gua [17]), artiste peintre, est choisi comme gérant par F. Certonciny et s'engage à ne donner aucune information à quiconque sur *L'Alerte* (lettre à F. Certonciny, 15 nov. 1938, arch. privées).
56. J. Bardanne (1894 à Chimay [Belgique] — *circa* 1949 à Paris), né Georges Bauret, socialiste dans sa jeunesse, engagé volontaire en 1914, journaliste, directeur de l'agence de presse Prior..., se présente volontiers comme membre du 2^e Bureau. Après la Grande Guerre, il crée à Metz *L'Expansion agricole* et *Le Sport lorrain*. Personnage aventurier, il a maille à partir avec la justice. Il commet de nombreux ouvrages sur l'Allemagne, les services secrets, les risques de guerre. Cagoulard (BERNADAC Christian [éd.], *Dagore. Les carnets secrets de la Cagoule*, Paris, Éditions France-Empire, 1977, p. 201 *et passim*), il est résistant à Nice, Marseille, Toulon (réseaux Carte [Hubert], Buckmaster, Interallié, Alliance [Guépard] ; créateur du *Bulletin jaune*, de *Françam — France Amérique*).
57. J. de Roince (1896 à Segré [49]-1981 à Limoges [87]), né Joseph Boreau de Roince, journaliste et écrivain, combattant de la Grande Guerre (membre de l'Association des écrivains combattants), royaliste et créateur du Groupe régionaliste breton. Il veut notamment recueillir les souvenirs et impressions des Messines ayant vécu la le retour de la ville à la France en novembre 1918 (« Charmantes Alsaciennes et Lorraines. Qu'êtes-vous devenues ? » n° 16, 9 avr. 1939, p. 6).

par le Consistoire central et l'Alliance israélite universelle qui, d'ailleurs, rendent compte des positions de la presse locale, dont celle de Metz⁵⁸. L'antisémitisme de celle-ci y est épinglé. Et il n'y a rien d'étonnant à ce que la communauté juive, ou une partie de celle-ci constituée des « israélites français », soutienne le projet qui, on le verra, va au-delà de la défense des Juifs de la région messine. Néanmoins, il s'inscrit peu ou prou dans ce que Ralph Schor⁵⁹ nomme « les formes de l'action philosémite », passant notamment par des publications. Donc, dans le jeu de miroir inversé, si *La Rafale* est « Anti-Juive », l'ennemi de *L'Alerte* est la guerre que ne manquera pas de provoquer l'Allemagne. Si *La Rafale* prône l'exclusion d'une partie de la population, *L'Alerte* appelle à l'union nationale sans exclusive. Si *La Rafale* ne revendique pas un fonctionnement professionnel, *L'Alerte* est dirigée par un journaliste d'expérience, figure de premier plan en ville, dont le parcours explique assez largement la ligne politique suivie par ce journal, tout comme les conflits avec certains périodiques antisémites.

D'un journal l'autre : un directeur entre rupture et continuité

Frédéric Certonciny⁶⁰, combattant durant la Grande Guerre, est journaliste parlementaire, traducteur, correspondant du *Daily Mail* pour l'Est de la France. Il est aussi enseignant au Collège des sciences sociales. En 1927, il publie chez Grasset un roman à succès — *L'Homme qui mourut d'amour* — en collaboration avec Armand Ziwès⁶¹, issu d'une famille juive russe. Dans les travaux sur la presse

58. Voir BIRNBAUM Pierre, *Un mythe politique : la « République juive » de Léon Blum à Pierre Mendès France*, op. cit., p. 254-255 et SCHOR Ralph, *L'Antisémitisme pendant les années trente*, op. cit., p. 250-252.

59. *Ibid.*, p. 235.

60. F. Certonciny (1893 à Dreux [28]-1981 à Nice [06]). Son père est dentiste et franc-maçon (Grande Loge de France, puis Grand Orient de France). Très jeune, il est passionné par les arts, tout comme par l'archéologie et le sport. Il étudie à Paris et Oxford, embrasse une carrière de journaliste et d'écrivain. Il est sensible à son auto-promotion. Par exemple, via le directeur des services parisien du *Messin* (Georges Maus [1878 à Paris-1950 à Paris], combattant de la Grande Guerre, président de la puissante Fédération des commerçants et détaillants de France, collaborateur de nombreux journaux sur les questions commerciales), il fait distribuer ses papiers avant publication auprès des grands journaux (*Juvénal. Pamphlétaire hebdomadaire*, 5 déc. 1936). La guerre venue, F. Certonciny quitte Metz et s'établit notamment à Tours où, dans *La Dépêche du Centre et de l'Ouest*, il tient une page consacrée aux Alsaciens-Lorrains jusqu'en juin 1940 ; on le retrouve ensuite à Clermont-Ferrand où il travaille pour l'Office français d'information (OFI, créé en novembre 1940), agence de presse vichiste dont la rédaction est installée dans cette même ville ; il est en contact avec le tout autant vichiste *Écho des réfugiés. Organe d'entraide des Alsaciens et des Lorrains* (basé à Montpellier, parution de 1941 à 1943). Après-guerre, F. Certonciny se consacre surtout à la littérature (espionnage, policier, fantastique, sexy, jeunesse, traduction...).

61. A. Ziwès (1887 à Paris-1962 à Paris), engagé volontaire en 1914. Franc-maçon (Grand Orient de France) et anticlérical, radical-socialiste, il fait une carrière de fonctionnaire qu'il termine comme préfet honoraire en ayant été résistant (sous-réseau Andalousie de la Confrérie Notre-Dame) et

en Lorraine, les principales caractéristiques du personnage sont que ce Français de l'Intérieur est arrivé au *Messin* grâce au Meusien Henri Ferrette⁶², directeur politique du journal de 1919 à 1933, et que, à compter de cette date jusqu'à son changement de poste, il est directeur politique et éditorialiste de cet « organe du libéralisme » ayant progressivement viré à droite, sans faire l'unanimité ni auprès de ses connaissances, ni auprès de la rédaction. Ainsi François Roth rapporte qu'on trouvait ses « commentaires politiques un peu déroutants » et que le personnage, haut en couleur, avait retenu l'attention du colonel de Gaulle, alors à Metz⁶³. Très hostile au Front populaire et plus globalement à la gauche, aux yeux de beaucoup, il perçoit bien le danger nazi⁶⁴.

En rester là ne permet pas de comprendre en profondeur l'action de Frédéric Certonciny dans une sphère mêlant journalisme et politique. En fait, une large part de sa pensée et de son réseau de sociabilité provient de son engagement précoce dans les Croix-de-Feu. C'est ainsi que dans son *Le Colonel de La Rocque 1885-1946 ou les pièges du nationalisme chrétien*, le journaliste (*Le Monde*) et historien Jacques Nobécourt⁶⁵ précise que ce proche de l'homme de lettres Maurice d'Hartoy⁶⁶, fondateur du mouvement, fait partie de la deuxième liste des adhérents. Il est directeur de *L'Ami du Peuple*⁶⁷ et rédacteur en chef du *Flambeau des anciens combattants de l'avant, organe des Croix de feu*. Toujours selon Jacques Nobécourt (*ibid.*, p. 161), ses chroniques (signées « Grenadier flambeau ») sont rédigées dans un « style bourru et bravache ». Suite à des conflits internes du mouvement, il est « prié de démissionner » en

en occupant d'importantes fonctions dans le monde médiatique. F. Certonciny et lui poursuivent leur compagnonnage littéraire après-guerre, ce qui a pu jouer pour protéger ce dernier face à de possibles mises en cause tant sur certains agissements au profit de *La Tempête* que sur son positionnement pendant l'Occupation.

62. H. Ferrette (1869 à Chardogne [55]-1933 à Bar-le-Duc [55]), journaliste et homme politique, avocat à Bar-le-Duc puis à Metz. Député de la Meuse en 1898 (« groupe antisémite », puis groupe de l'Action libérale), il est membre de la Ligue de la patrie française et s'éloigne de la mouvance antisémite en 1903. Engagé volontaire pendant la Grande Guerre, il est affecté en 1919 au gouvernement militaire de Metz aux côtés du général Louis de Maud'huy (1857 à Metz-1921 à Paris; député de la Moselle). Membre des Croix-de-Feu et de l'Union nationale des combattants (UNC), il accomplit encore deux mandats de député.
63. ROTH François, *Le Temps des journaux, op. cit.*, p. 118 et sq.
64. ESTRADA de TOURNIEL Jérôme, *Les Quotidiens lorrains d'expression française pendant l'entre-deux-guerres (1919-1939)*, thèse de doctorat en histoire, Université de Metz, 1994. Voir aussi : DURAND Jean-Daniel, *L'Opinion mosellane face à la politique allemande, op. cit.*
65. NOBÉCOURT Jacques, *Le Colonel de La Rocque 1885-1946 ou les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, collection « Pour une histoire du xx^e siècle », 1996.
66. M. d'Hartoy (né Maurice-Lucien Hanot, 1892 à Berneville [80]-1981 à Saint-Germain-en-Laye [78]), officier, éditeur et écrivain (membre de l'Association des écrivains combattants). F. Certonciny et lui demeurent proches toute leur vie.
67. *L'Ami du peuple* se situe dans la mouvance antisémite; voir JOLY Laurent, « *L'Ami du peuple* contre "les financiers qui mènent le monde". La première campagne antisémite des années 1930 », *Archives juives*, 39, 2006.

janvier 1931 (*ibid.*, p. 167). Pourtant, ce porteur de la pancarte de l'association dans les défilés était certainement le rédacteur du très important « Manifeste des Croix de feu » (*Le Flambeau*, 1^{er} nov. 1929), véritable corps de doctrine, où « s'enchaînait à point nommé le pompeux et l'insignifiant » (*ibid.*, p. 170). En tout cas, qualifié d'exemple du « fascisme à fleur de peau » (au sens donné au mot à l'époque), ce proche du parfumeur et patron de presse antisémite François Coty (d'origine corse, né Spoturno...), ayant eu à traiter au nom de ce dernier avec Charles Maurras ou Georges Valois, arrive peu de temps après à la tête du *Messin*. Et c'est cet homme, proche de la droite nationaliste et ayant côtoyé de près des antisémites et des xénophobes, qui passera à *L'Alerte*. Fait qui n'est d'ailleurs pas mentionné dans *Le Temps des journaux* de François Roth. Il faut lire *La Tempête* pour en savoir plus ou, mieux encore, accéder à des archives privées. Par un heureux concours de circonstances, tel est le cas pour une partie de celles de l'avocat Myrtil Zachayus⁶⁸. Sans sacraliser les archives, celles-ci permettent d'éclairer partiellement les conditions de disparition de *La Rafale* et d'apparition de *L'Alerte*. Dans cette affaire, le rôle de l'avocat et homme de gauche est central ; celui de Jacques Bloch est important aussi. Leur stratégie ? Faire disparaître l'organe de presse antisémite en l'achetant et allumer un contre-feu en créant un journal « philosémite » ou « judéophile » pour reprendre une expression de Pierre-André Taguieff⁶⁹ si, d'aventure, d'autres publications antisémites voyaient le jour.

D'abord, la vente de *La Rafale*. Il s'agit d'un étrange marché qui ouvre de possibles accusations de trahison. Sans que l'on connaisse précisément ses motivations, Lucien Boulay, créateur et gérant du journal⁷⁰ contre lequel Jacques Bloch

-
68. M. Zachayus (1890 à Sierck-les-Bains [57]-1964 à Metz [57]), mobilisé dans l'armée allemande pendant la Grande Guerre, avocat au barreau de Metz, bâtonnier, actif dans la communauté juive ; par ailleurs, il est adhérent du Parti républicain radical et radical-socialiste et milite avec son confère A. Nicolăi. Durant la guerre, en zone Sud, il intègre en 1941 le réseau Famille Martin (fausse carte d'identité au nom de Michel Lacuve — représentant en vins —, médaille de la Résistance, Croix de Guerre, médaille Militaire). Après-guerre, il maintient des liens amicaux avec F. Certonciny, ce qui, face à de possibles accusations d'antisémitisme à l'encontre de ce dernier, peut avoir le même impact « protecteur » à l'échelon local que celui provenant de la relation avec A. Ziwès. Dès la première livraison de *La Rafale*, M. Zachayus est visé et c'est le début d'une série d'attaques souvent violentes qui se poursuivront dans *La Tempête*. Dans ce dernier journal (n° 6, 19 mars 1939, p. 1), il est présenté comme le représentant du Consistoire, qui serait propriétaire de *L'Alerte* ; dans ce que ce journal « coûte aux youpins messins », il y aurait 3 000 francs pour « les frais des dirigeants, dont l'ineffable M^e Z... ».
69. P.-A. Taguieff fait remarquer « que les judéophiles déclarés n'échappent pas à l'ambivalence des sentiments ni aux postures tactiquement affichées. On ne saurait s'étonner de constater qu'il y a des hypocrites, des stratèges cyniques, des opportunistes et des Tartuffe dans le camp des judéophiles, comme dans tous les camps » (TAGUIEFF Pierre-André, « La haine des Juifs mondialisés est entrée dans une nouvelle époque », *Le Droit de vivre*, 688, 2022, p. 14).
70. L'accord stipule que L. Boulay ne pourra créer, exploiter ou encore collaborer à un journal de même nature en Alsace-Moselle et dans les départements limitrophes ; et ce, dans les dix ans

a déposé une plainte, vend celui-ci le 20 décembre 1938 à Auguste Lachambre⁷¹ pour la somme de 10 000 francs (l'enseigne, le nom commercial, la clientèle, l'achalandage)⁷². Le nouveau propriétaire tient à ce que les courriers adressés à *La Rafale* lui parviennent à son domicile (route Nationale à Scy-Chazelles), d'où de nombreuses réclamations aux PTT. L'enjeu est certainement la recherche d'informations sur les correspondants du périodique. Cette recherche est corroborée par un accord confidentiel passé la veille avec Roger Jeanson, qui se présente comme seul propriétaire de *La Rafale*. Là encore, sans que l'on connaisse ses motivations, celui-ci s'engage « sous la foi du serment et sur [son] honneur d'officier français » (il est officier de réserve) et moyennant 15 000 francs (« au nom et pour le compte de Monsieur Lachambre ») à cesser sa collaboration à *La Rafale* et à fournir, outre un état de la trésorerie (actif et passif), « tous les documents et renseignements, correspondances signées ou anonymes, qui [lui] sont connus, particulièrement les noms et adresses des donateurs, collaborateurs, inspireurs et abonnés ». Parmi les collaborateurs, on découvre — non sans surprise — le nom de « Certonciny qui a écrit la lettre ouverte au Préfet et qui est instigateur du journal ». Roger Jeanson s'engage aussi « à fournir à l'avenir tous les renseignements qui seront portés à [sa] connaissance ayant un rapport avec le mouvement antisémite⁷³ ». Et il délègue l'autre partie de l'accord

qui suivent (arch. privées).

71. A. Lachambre (1886 à Arquiain [58]-1973 à Metz [57]) est du nombre des Français de l'Intérieur établi familialement en Moselle après la Grande Guerre. Il fait son service militaire dans l'infanterie en occupant une fonction administrative. Engagé comme sous-officier en 1912 dans la sous-intendance de Nevers-Cosne, il se réengage en 1914 et termine la guerre comme lieutenant. En Moselle, il est employé au service des dommages de guerre de la sous-préfecture de Metz-campagne et devient secrétaire général adjoint de l'Office départemental des mutilés, anciens combattants, victimes de guerre et pupilles de la Nation, conseiller municipal à Scy-Chazelles à compter de 1935, membre du comité de l'UNC de la Moselle. .
72. Dès le 14 décembre 1938, L. Boulay écrit au préfet de la Moselle pour lui signifier qu'il sait qu'« un groupement composé de quelques personnes » demande une « homologation officielle d'une société, groupement ou rassemblement antisémite » et qu'il est « indépendant de cette démarche ». Il précise que cette société, contrairement à ce que prévoient ses statuts, ne peut exploiter le journal *La Rafale* dont il est seul propriétaire (voir registre du commerce).
73. Vraisemblablement par le truchement de R. Jeanson, M. Zachayus dispose d'un compte rendu anonyme d'une réunion du Front tenue à la Brasserie Frantz, rue de la Tête d'Or (25 janv. 1939). Il contient un passage sur la vente de *La Rafale*, vue par G. Régnier : « Boulay gérant avait reconnu sur papier timbré enregistré 50 % de la propriété à un sieur Genson [sic], celui-ci ayant agi par précaution. Le premier numéro de *La Rafale* ayant paru difficilement. Régnier et Fischer se rendirent compte de l'existence de ce papier en même temps que la fuite de Boulay à Paris. Le journal a été vendu par l'intermédiaire à M. Zachaius [sic] ? Régnier demande de bien vouloir expliquer cela à nos connaissances et amis, aux lecteurs du journal pour ne pas propager des bruits qui font allusion à leur mauvaise foi. MM. Genson et Cordier ayant arrangé l'affaire à 50 % savaient donc très bien où en étaient les choses ainsi que la vente. Ils sont donc complices des juifs et soutenus par eux. D'ailleurs, Régnier nous met en garde de la parution d'un nouveau journal "La Lorraine enchaînée" [*La Lorraine déchaînée*] soit-disant antisémite qui serait financé par les juifs, les gérants n'ayant pas d'argent (fauchés à la manière

« du secret en ce qui concerne les renseignements contenus dans la présente et ce pour le cas où un nouveau journal antisémite paraîtrait ». Ce sera bien le cas (*La Tempête, La Lorraine déchaînée*), mais avant, il importe d'éclaircir les conditions de création de *L'Alerte*.

Dans un courrier du 14 novembre 1938 adressé par Frédéric Certonciny à Jacques Bloch (un proche) et Myrtil Zachayus (devenu un proche peu de temps après) qui connaissent forcément ses orientations politiques (tout comme son fond xénophobe à l'égard des Juifs étrangers), le journaliste réitère une offre de service : « Assurer la rédaction et l'administration d'un journal pour lequel vous aurez l'orientation exclusive ; ainsi, aucun article de fond et aucune information touchant à la politique générale ou à la politique locale ne pourraient être publiés sans être préalablement approuvés par vous. Vous viserez ainsi la totalité des épreuves et articles devant composer les pages du journal ». La proposition est assortie de demandes financières, dont un salaire minimum de 2 000 francs pouvant se monter à 5 000 si le journal réalise des bénéfices. Le journaliste s'engage à ne pas collaborer à d'autres publications locales, sauf accord de ses interlocuteurs qui seront propriétaires. Dans une lettre du 30 novembre 1938, comportant la formule « strictement confidentiel », suite à un entretien le même jour, Myrtil Zachayus, qui écrit à partir de son adresse personnelle, garantit un traitement de 2 500 francs à condition que soit suivie « la ligne de conduite : combattre le STURMER local, telle que nous l'avons convenu ce jour » (typographie d'origine). Sont prévues une intensification des ventes et une recherche de publicité⁷⁴. En outre, dès décembre 1938, une campagne promotionnelle *via* 500 affichettes (« Lisez l'Alerte ») est prévue à Metz. Sans nul doute, on est là dans un projet de presse militante professionnalisée⁷⁵. Dernier point important,

de Certonciny) ». Il y a peut-être une confusion avec *L'Alerte*, effectivement financée par des membres de la communauté juive. Ceci étant, inquiet suite aux fuites, le Front souhaite que tout nouveau membre soit présenté par deux parrains. Qui plus est, selon le compte rendu, la liste des abonnés a été saisie, ce qui peut dissuader des lecteurs fonctionnaires ayant des craintes pour leur avancement.

74. M. Zachayus, membre de la Lica où il côtoie l'instituteur et responsable communiste Jean Burger (1907 à Metz-1945 à Nordhausen ; résistant, fondateur du groupe *Mario* — son pseudonyme) qui est vilipendé par *La Rafale*, demande de l'aide à celui-ci pour avoir des vendeurs (lettre du 2 déc. 1938). Parallèlement, F. Certonciny a comme consigne de « pousser » la publicité. En janvier 1939, face à l'inaction de ce dernier, l'avocat envisage de faire vendre 1 500 exemplaires « par des chômeurs de la CGT » (lettre du 4 janv. 1939 à Eugène Weil, industriel à Metz et président de la Communauté israélite depuis 1925 — 1880 à Ribeaupvillé [68]-1969 à Metz [57]). Il signale aussi à F. Certonciny (lettre, 18 janv. 1939) que la vente est mal organisée (à la différence de *La Tempête*, *L'Alerte* n'est pas dans les kiosques), qu'il faut des ventes à la criée en fin de semaine ; il ajoute qu'il « est inutile d'envoyer le journal gratuitement aux juifs. Ils n'ont qu'à s'abonner pour aider ton œuvre. Ils sont convaincus » (arch. privées).
75. Outre son directeur, le journal dispose de collaborateurs rémunérés : une secrétaire qui s'occupe aussi de la comptabilité, une employée, un gérant, un concierge qui nettoie le bureau. Par ailleurs, tant F. Certonciny que M. Zachayus sont soucieux du retour critique des lecteurs (qu'ils

dans les tractations de Myrtil Zachayus avec Lucien Boulay qui excipe de la vente de *La Rafale* à Auguste Lachambre, on découvre que l'ancien propriétaire et gérant interdit à son avocat messin, Lucien Jung⁷⁶, de suivre une procédure judiciaire puisque Jacques Bloch retire sa plainte⁷⁷.

Un contre-projet éditorial et politique : l'Union

Quelle est donc la ligne que l'ancien directeur politique du *Messin*, ayant participé à la première livraison de *La Rafale* trois semaines avant son offre de service, a défendue ou cautionnée par rapport au nazisme et à l'antisémitisme des années durant ? En voici quelques traits saillants qui montrent que cette ligne est parfois sinueuse⁷⁸. Dans un éditorial, il dénonce l'hebdomadaire antisémite *Der Stürmer*⁷⁹ de Julius Streicher (7 juin 1935), même si en 1934-1935 le journal est fluctuant sur les tentatives de rapprochement franco-allemand. Il manifeste une hostilité aux Jeux olympiques de Berlin (1936) qui excluent les Juifs des compétitions, tout en soulignant que les catholiques sont également maltraités en Allemagne. Point essentiel, il soutient les accords de Munich (29/30 sept. 1938). Quelques semaines plus tard, lorsque le secrétaire d'ambassade Ernst von Rath est abattu à Paris (7 nov. 1938) par un jeune Juif allemand, Herschel Grynszpan, dans un article titré « Encore un étranger » (10 nov. 1938), André Mociblon⁸⁰ s'en prend à l'auteur de l'acte, puisque cela renforce l'opposition entre la France et l'Allemagne. Et ce, sans évoquer l'antisémitisme déjà mortifère outre-Rhin. Pire, insidieusement, il laisse à penser qu'existe un complot juif en France contre l'Allemagne où l'antisémitisme n'est pas combattu sur place. Du reste, la Nuit de cristal (9-10 nov. 1938), à laquelle l'assassinat de von Rath a servi de prétexte, ne fait l'objet d'aucun éditorial, même si les faits sont rapportés.

interrogent) afin d'adapter le contenu rédactionnel (lettre de F. Certonciny à M. Zachayus, 13 déc. 1938, ou de M. Zachayus à F. Certonciny, 18 janv. 1939, arch. privées).

76. L. Jung (1900 à Lambach [57]-1993 à Castelnuovo-Magnoac [65]), avocat, membre de l'Action Française, de l'Académie nationale de Metz (descendante de l'Académie royale de Metz, qui, en 1787, avait mis à son Concours la question suivante : « Est-il des moyens de rendre les Juifs plus utiles et plus heureux en France ? », concours emporté par l'abbé Grégoire avec son *Essai sur la régénération physique, morale et politique des juifs*. Collaborateur, L. Jung est radié du barreau à la Libération.
77. Lettre du 16 janvier 1939 ; signification en ce sens faite audit avocat par voie d'huissier, le 23 janvier 1939 (les frais de justice imputés à L. Boulay sont réglés via M. Zachayus dès le 2 décembre 1938). Le 10 février 1939, P. Wiltzer, défenseur de J. Bloch, confirme à son confrère que tout est réglé, l'audience devant avoir lieu le 20 février (arch. privées).
78. DURAND Jean-Daniel, *L'Opinion mosellane face à la politique allemande*, op. cit., passim.
79. Le *Stürmer* est expédié à des revendeurs en Moselle en 1936, mais les exemplaires sont retournés faute de trouver preneurs (DURAND Jean-Daniel, *L'Opinion mosellane face à la politique allemande*, op. cit., p. 216).
80. A. Mociblon est le pseudonyme d'André Colombin (1918 à Épinal [88]-1977 à La Baffe [88]).

Or, c'est 10 jours après ces événements — le 20 novembre — que paraît la première livraison de *L'Alerte* (numéro spécial) et, là aussi, on trouve la narration d'un combat contre *La Rafale*, mais encore, dans une certaine façon, contre *Le Messin* qui a manifesté de la complaisance envers cette dernière comme cela sera spécifié dans la livraison suivante. Dans l'éditorial du numéro spécial — « Et Maintenant "L'Alerte" » — signé par Frédéric Certonciny, celui-ci déclare : « Chers Lecteurs, parlant cette fois en mon nom personnel, je vous présente "l'Alerte". [...] Vous me connaissez tous. Je reprends ma liberté avec cette ALERTE [typographie d'origine]. Et croyez bien que s'il m'arrive de dire parfois durement leurs vérités à certains, je ne vous présente pas une feuille de chantage. Je ne suis pas à la merci d'une politique mal définie ou d'une clique obscure qui voudrait se servir de "l'Alerte" pour sa cause personnelle. Je suis maintenant un homme libre, et j'apprécie cette liberté dont je n'ai pas toujours pleinement joui, au cours de ces dernières années ». Ce qui est une forte critique de la presse locale. Quel serait donc le changement ? S'agit-il de subtiles variations ou d'une réelle inflexion ?

Faisant une distinction entre le substantif et l'adjectif, l'alerte, écrit Frédéric Certonciny, concerne les dangers qu'il s'agit de conjurer, dont prioritairement celui de la guerre. Dans une large mesure, il s'agit d'une continuation de l'appui aux accords de Munich dont l'éditorialiste avait déjà affirmé la valeur dans *Le Messin*. Mais, pour ce faire, il se place sous le patronage du monde ancien combattant, plus précisément de Henri Pichot⁸¹, président de Union fédérale des anciens combattants (UFAC), du député Jean Goy⁸², de personnalités locales tels Alexis Thomas⁸³, président de l'UFAC Lorraine, ou le jésuite Bernard Pioche⁸⁴ qui soutient l'avocat Edmond Bloch⁸⁵, ami de Jean Goy et président de l'Asso-

-
81. H. Pichot (1884 à Decize [58]-1945 à Orléans [45]), enseignant, co-fondateur du Comité France-Allemagne (voir MOREAU TRICHET Claire, *Henri Pichot et l'Allemagne de 1930 à 1945*, Berne, P. Lang, collection « Convergences », 2004).
 82. J. Goy (1892 à Chastreix [63]-1944 à Paris), homme politique, membre de l'Union nationale des combattants, co-fondateur du Comité France-Allemagne, membre du Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat (voir *ibid.*).
 83. A. Thomas (1896 au Puy [43]-1962 à Eaubonne [95]), ingénieur et homme politique profondément anti-communiste, membre du Comité France-Allemagne, membre du Comité d'organisation de l'industrie cinématographique (COIC).
 84. B. Pioche (1884 à Dijon [21]-1938 à Metz [57]), jésuite, professeur au collège Saint Clément de Metz, combattant de la Grande Guerre, il contribue à l'implantation de l'esprit « ancien combattant » au *Lorrain*. La présence de E. Bloch (voir note ci-dessous) à ses obsèques est relevée par la presse locale.
 85. E. Bloch (1884 à Saint-Quentin [02]-1975 à Paris), combattant de la Grande Guerre, Croix de guerre. Initialement plutôt de gauche, il rallie l'extrême droite. En 1934, il cofonde et dirige l'UPFI qui est interdite aux Juifs étrangers (mais pas au non-Juifs). Avec des Croix-de-Feu, il assiste aux services religieux en mémoire des soldats de toutes confessions, tombés pendant la Grande Guerre à la Synagogue de la Victoire où officie le grand rabbin Jacob Kaplan. Il est évidemment hostile à la Lica (et réciproquement, voir DEBONO Emmanuel, *Aux origines*

ciation générale des mutilés de guerre et dirigeant de la très nationaliste Union patriotique des Français israélites (UPFI) qui compte une section de 130 adhérents à Metz, une autre de 140 adhérents à Forbach⁸⁶. Au-delà, le monde des anciens combattants — fraternité des tranchées oblige — est le modèle à suivre pour établir une véritable « Union des Français » ou « Union Nationale » en renonçant aux « haines » jugées parfois « superficielles ». On l'aura compris, la matrice du raisonnement est bien l'esprit du Manifeste de 1929 et de la force politique qui, après la dissolution des ligues en 1936, occupe la scène, soit le puissant PSF. Le recours au trio du Front républicain de 1925-1927 (Pichot, Goy, Bloch) prend ainsi tout son sens : montrer que, à l'instar des Croix-de-Feu et « Briscards », il faut s'unir « sans distinction de parti, de race, de religion ». L'éditorialiste pousse le bouchon assez loin, puisque rappelant l'effusion du défilé de la victoire à Metz il y a 20 ans (la période est celle des commémorations), il estime que l'Union Nationale d'alors correspondait à « l'idéal républicain légué par les patriotes de la Révolution ». L'heure est effectivement au rassemblement, mais pas « Anti-Juif ».

Logiquement, la question de l'antisémitisme — à l'origine de la création de *L'Alerte* — est présente en *Une*. À côté de l'éditorial figure un article titré « Les Persécutions d'Allemagne constituent un nouveau danger pour la France », qui, lui aussi, contient une référence à un écrit d'Henri Pichot dénonçant l'antisémitisme. Le journal y assume son engagement : « Nous surprendrons peut-être bien des gens en étalant aujourd'hui devant leurs yeux cette indiscutable vérité que les persécutions des Juifs en Allemagne représentent un des plus grands dangers que nous ayons connus ». D'où aussi une condamnation de l'action des antisémites locaux. Plus loin, un article prenant appui sur la presse britannique — « Des scènes d'horreur se sont déroulées au Camp de Sachsenhausen » (p. 2) — expose des faits : l'assassinat de Juifs dès leur arrivée au camp. Dans la livraison suivante (n° 2, 6 déc. 1938), avec le travail de conviction auquel se livre le journal, la stratégie consiste à associer les catholiques, et plus globalement les chrétiens, au sort des Juifs. En *Une*, tout est dit dans la titraille : « La furie des Hitlériens menace maintenant les Catholiques/Et tous les Français doivent s'unir pour que les agressions ne dépassent pas les frontières », description de sévices à l'encontre de Juifs, situation de plus en plus difficile du clergé catholique et protestant à l'appui. Significatif encore, un article qui, en titre, pose la question suivante : « Et maintenant le Pogrom contre les Chrétiens ? » (n° 4, 18 déc. 1938, p. 1). La rédaction met en valeur la résolution de Strasbourg

de l'antiracisme, *op. cit.*, p. 148-150). Il échappe à la déportation, reste d'extrême droite après-guerre et se convertit au catholicisme en 1952 (voir BIRNBAUM Pierre, *Un mythe politique : la « République juive » de Léon Blum à Pierre Mendès France, op. cit.*).

86. LANDAU Philippe-Ephraïm, « La presse des anciens combattants juifs face aux défis des années trente », *Archives juives*, 36, 2003.

« Pour la paix civique », signée par des personnalités alsaciennes de tout bord qui s'insurgent contre le racisme et l'antisémitisme en Allemagne et appellent à la vigilance en France (11 déc. 1938). Le président du PSF est également mobilisé sous le titre « Le Colonel de la [sic] Rocque et la question juive » (n° 3, 11 déc. 1938, p. 2) ; l'article reproduit les propos de celui-ci tenus à Marseille affirmant que « la France réprovoque le racisme et ses excès, les persécutions et leurs ravages » et que le pays échappera au danger dès lors qu'il s'appuiera sur sa « tradition chrétienne ». Un discours de même nature avait été tenu à Metz le 26 avril 1938, sachant que des cadres du mouvement étaient juifs et que les fédérations de la Moselle et d'Alsace étaient perméables à l'antisémitisme⁸⁷, sachant aussi que la ligne du PSF, jugée trop fluctuante, était combattue par la Lica et des intellectuels de gauche. Dans la même veine, le périodique publie « une importante déclaration de Monseigneur le Comte de Paris contre le "RACISME" » (typographie d'origine, n° 7, 8 janv. 1939, p. 7).

Ces extraits sont en cohérence avec le premier éditorial (20 nov. 1938). Celui-ci jugeait que, pour obtenir un redressement du pays, entre autres actions, « il suffit que "l'Alerte" soit donnée à temps quand des manœuvres contre la bonne entente et l'Union des Français seront tentées volontairement ou non par des criminels, des inconscients, des salariés, ou de petits imprudents. Cette catégorie est la moins rare ». C'est là une attaque à peine voilée contre *La Rafale* et ceux qui la soutiennent. Et, sur le mode adjectival cette fois, Frédéric Certonciny prévient que sa plume sera... « alerte ». Ses adversaires locaux en feront les frais.

Face à *La Rafale* puis à *La Tempête*, la meilleure défense c'est l'attaque

Quand *L'Alerte* part à l'attaque (elle le fait bien avant l'éditorial du n° 14, « L'Alerte va passer à l'attaque », 26 févr. 1939), elle use de quatre procédés majeurs qui ne sont pas si éloignés de ceux utilisés à son encontre par la presse antisémite. Il est vrai que Frédéric Certonciny et certains de ses collaborateurs en sont familiers. Le miroir est donc partiellement inversé.

Le premier consiste à s'adresser à ses lecteurs, et à ses soutiens, pour prouver le succès financier de l'entreprise, quitte à ne pas avoir de preuves tangibles à faire valoir. Dans le style claironnant et se voulant spirituel de la rubrique « Bec de gaz » et en reprenant la rhétorique des antisémites, « on dit

87. *Le Flambeau de l'Est* est violemment antisémite ; en 1938, 1 500 adhérents du PSF quittent la fédération de la Moselle en raison de la position du colonel de La Rocque, qui rencontre aussi l'opposition du Rassemblement antijuif de France (DEBONO Emmanuel et THOMAS Jean-Paul, « Le PSF et la question de l'antisémitisme », dans BERSTEIN Serge et THOMAS Jean-Paul (dirs), *Le PSF, un parti de masse à droite (1936-1940)*, Paris, CNRS Éditions, 2016, p. 224-230).

que “l’Alerte” est “vendue”, “archi-vendue” » — tout un chacun comprenant bien sûr le sous-entendu aux Juifs —, mais précise le rédacteur en jouant d’« une plaisanterie ancienne », c’est « à tous ses lecteurs » qu’elle l’est (n° 2, 6 déc. 1938, p. 5). Ou, plus sobre, « Merci/Notre premier numéro de L’ALERTE [typographie d’origine] a été vendu jusqu’au dernier exemplaire dès les premiers jours de sa parution » (*ibid.*). Dans la livraison suivante, on se félicite du nombre d’abonnements souscrits et on donne le mode d’emploi aux nombreux demandeurs. On se félicite aussi de recevoir des lettres d’encouragement, et il est souhaité que leurs auteurs indiquent si celles-ci peuvent être publiées dans les colonnes du journal (n° 3, 11 déc. 1938, p. 2). Et de stigmatiser les difficultés financières des concurrents (*La Rafale*, puis surtout *La Tempête*), destinés au « public qui aime les “jeux de cirque” » (n° 14, 26 févr. 1939, p. 1). Rien que de très classique.

Deuxième procédé, en cohérence avec la ligne « nationale », l’adversaire est disqualifié en faisant de celui-ci un agent de l’Allemagne nazie. Sous le titre « C’est un méchant Garçon » (n° 2, 6 déc. 1938, p. 8) un papier, signé Clac, s’en prend au « parrain » du *Stürmer*⁸⁸ local (*La Rafale*) : Eugène Hoffmann, dont il est rappelé qu’il n’est pas français de naissance, mais qu’il a été naturalisé rapidement avec l’appui du maire de Metz, Paul Vautrin, contre lequel il s’est ensuite retourné. Le journal évoque également ses démêlés avec le Syndicat des hôteliers, cafetiers et restaurateurs pour conclure qu’« il est bien peu de choses, presque rien... et même rien du tout ». On brocarde le fait que dans un café, ou plutôt au « *Stamm* » (lieu de réunion) du journal (« Au Cardinal »), s’est tenue une réunion avec des « Italiens, Allemands, Luxembourgeois naturalisés » qui auraient écrit au *Führer* (n° 3, 11 déc. 1938, p. 3). Cependant, tous les « jeunes imprudents » de *La Rafale* ne sont pas des propagandistes hitlériens : Frédéric Certonciny s’interroge sur la présence d’un « manipulateur » dont on ne saura rien de plus (n° 3, 11 déc. 1938, p. 3). Il cherche ainsi à semer la division chez les diviseurs⁸⁹.

Dans le droit fil de ce procédé, le troisième consiste à disqualifier les animateurs de *La Rafale*, puis de *La Tempête*, sur des propriétés personnelles. Comme on l’a vu, joue notamment une dimension générationnelle : ils sont souvent nommés avec insistance « ces jeunes messieurs », présentés comme auteurs de « gamineries », etc. Frédéric Certonciny rappelle d’ailleurs qu’il a été quatre ans dans les tranchées et qu’il a combattu pour que l’Alsace-Lorraine revienne à la France. Il va aussi mettre en cause l’honnêteté de membres de l’équipe dirigeante. Ainsi se livre-t-il à une attaque contre celui qui est présenté comme le propriétaire de *La Tempête*, Georges Régnier, et son principal rédacteur,

88. Rappelons que *Sturm* en allemand signifie la tempête, ce qui permet des rapprochements supplémentaires entre le journal nazi et les deux titres locaux.

89. Semer la division chez l’adversaire est un conseil de M. Zachayus (notes manuscrites, s.d., arch. privées).

Victor Baillard, qui a détourné des fonds de la Société hôtelière des centres de pèlerinages catholiques, tout comme de la société d'assurances La Bourgogne. Pour ces faits, il avait été condamné à une peine de prison en 1934 (n° 16, 26 mars 1939, p. 1). Le 9 avril 1939, citant *Le Messin* (22 mai 1937), il est rapporté que le même Victor Baillard avait aussi été condamné en 1938 pour exercice illégal de la médecine au profit de la société strasbourgeoise Sofralest. Et *L'Alerte* promet des révélations sur les agissements de l'équipe composée, outre Georges Régnier et Victor Baillard, de Rodolphe Leuner, René Fischer, Jean Farreyrol⁹⁰, gérant de *La Tempête*⁹¹.

Enfin, le quatrième procédé est la mise en exergue du non-professionnalisme de la rédaction des journaux antisémites locaux. En particulier, Frédéric Certonciny, qui argue de la transparence de ses propres pratiques et de sa publication, reproche aux rédacteurs leur anonymat et leur manque de courage. En outre, il dénonce les intimidations dont lui-même fait l'objet : des manifestations qui le prennent à partie ou des lettres anonymes dont il n'hésite pas à reproduire l'une ou l'autre. Frédéric Certonciny, qui s'était essayé très jeune à la poésie, attaque également *via* l'humour en commettant un long et féroce poème satirique contre *La Rafale* (n° 8, 15 janv. 1939, p. 5) qui raconte la création et les déboires menant à *La Tempête* à partir d'un pet d'âne fondateur (« Ce bruit, mais ce n'est pas un vent/ C'est toute une Rafale/ Voilà le titre qu'il nous faut ») expliquant le choix des deux titres (« Et L'âne aussi, remettant ça,/ Leur... souffla... la "Tempête" »). Il en profite pour se moquer des « journalistes » antisémites (des « bons... aryens ») et du départ du gérant⁹².

Plus sérieusement, les attaques culminent avec l'édition du 26 mars 1939. En Une, le journal s'en prend à *La Tempête* : « Quand la Patrie est en danger/ Il faut interdire en Lorraine les organes de désordre et de désunion ». C'est une demande faite au gouvernement Daladier qui a depuis peu des « pouvoirs spéciaux pour la défense du pays » (loi du 19 mars 1939). En somme, une part non négligeable du contenu rédactionnel consiste à ferrailer contre des feuilles antisémites aux antipodes de la droite nationale incarnée par PSF qui « refuse de suivre une certaine *doxa* antijuive de la droite et de l'extrême droite, non

90. J. Farreyrol (1905 à Gérardmer [88]-1976 à Metz [57]), antiquaire, vendeur de meubles d'occasion.

91. Rétorsion dans *La Tempête* (n° 6, 19 mars 1939, p. 6) : « A propos de la feuille de Juda » : « Dans son dernier torchon, CERTONCINY-LE-VENDU prend à partie divers membres du Front Antijuif. Nous nous référons à notre dernier numéro où nous avons mis tout au point une fois pour toutes. Le grand maître du journal de Juda, Myrthyl [*sic*] ZACHAYUS, avocat, sera tout particulièrement soigné dans un de nos prochains numéros : nous attendons encore une pièce officielle pour déclencher l'attaque. Quant à CERTONCINY, il peut raconter partout que c'est le consistoire qui lui a imposé toutes ces diffamations, nous ne le croyons pas... » (typographie d'origine).

92. Ce poème satirique résulte d'une demande de M. Zachayus (lettre de F. Certonciny, non datée : « Quelle mise en boîte "en vers" puis-je faire à nos sots ennemis ? », arch. privées), qui en a reçu le tapuscrit dédié.

seulement en paroles mais en actes⁹³ ». C'est ainsi qu'un article — « Même à travers la "TEMPETE"/Ouvrez les yeux ! » (n° 16, 26 mars 1939, p. 2 ; typographie d'origine) — dénonce la convergence entre *La Rafale*, *La Tempête*, *La Lorraine déchaînée* et les desseins de l'Allemagne nazie ; cependant, un Georges Régnier ne peut espérer devenir un « Gauleiter » de Lorraine », non en raison des révélations sur ses activités, mais parce que la France unie s'opposera à l'Allemagne et à ceux qui la soutiennent. Ceci étant, les révélations ne sont pas l'apanage de *L'Alerte*. Celles de *La Tempête* et de *La Lorraine déchaînée* obligent à reconsidérer plusieurs aspects de la version de faits dont traite Frédéric Certonciny.

La Tempête: ennemi et frères ennemis

Le 8 janvier 1939, *La Rafale* se mue en *La Tempête Organe du Front Anti-Juif* et la rédaction change de lieu : 1 bis rue des Parmentiers à Metz, siège du Front et lieu d'habitation du gérant Jean Farreyrol. Lors d'une réunion du Front le 25 janvier 1939, le président change aussi : Georges Godenir⁹⁴ remplace Rodolphe Leuner (absent à ladite réunion). Quatre mois après, le huitième et dernier numéro paraît le 16 avril 1939. Qui plus est, le 25 avril 1939, le préfet de la Moselle porte un avis « nettement défavorable » sur la demande d'inscription du Front anti-juif de la Moselle au registre des associations. En effet, en vertu du statut

93. WINOCK M., *op. cit.*

94. G. Godenir (1899 à Athus [Belgique], naturalisé en 1935), industriel du bois, propriétaire d'une ferme et de forêts, marchand de vin en gros à Courcelles-Chaussy [57]. Il a épousé la fille d'un notable local, Eugénie (Claire) Plom (1896 à Mont-Saint-Martin [54]-1980 à Villeurbanne [69]). À noter que, la veille de son élection à la présidence du Front, le tribunal de Metz juge une affaire opposant le commerçant Maurice Lazard (1883 à Courcelles-Chaussy-1944 à Auschwitz ; réfugié à Châtellerauld [86], arrêté, interné au camp de Poitiers, puis déporté) à G. Godenir pour coups et blessures.

G. Godenir quitte clandestinement la Moselle annexée pour Lyon où il devient directeur du Grand Café Riche (nov.1941). Arrêté par la police allemande en janvier 1943, il est interné au fort Montluc. Dans son dossier, il est mentionné qu'il est propriétaire et directeur de *La Tempête*, que ses biens sont sous séquestre allemand ; il semble inculpé de « transferts illicites de capitaux et de non-paiement d'impôts. Une forte récompense aurait même été promise à celui qui le livrerait ». Ceci étant, il est résistant, décoré de la Croix de guerre et de la médaille de la Résistance. Dans le dossier pour l'attribution de cette dernière médaille, les éléments présentés sont très différents : membre du mouvement Libération Sud, il est arrêté pour « menées gaullistes », interné à Fresnes et « déporté » à Trèves. Libéré en août 1943 pour « manque de justifications », il intègre en octobre les FFC en tant qu'agent de la filière d'évasion Sultan, pseudonyme de son chef. En l'occurrence, Jacques Picard (1914 à Nilvange [57]-2004 à Marseille [13]), membre du Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés (MNP GD), délégué militaire régional (DMR) de la région 3, qui signe la demande pour la médaille. Comme G. Godenir, ses parents habitent Courcelles-Chaussy où ils tiennent une mercerie. Lorsque, en octobre-novembre 1943, J. Picard, engagé de force, déserte la Wehrmacht, il est hébergé par G. Godenir dans son appartement à Lyon. De quoi créer des liens...

local de l'Alsace-Moselle, il ne peut y avoir de reconnaissance des associations « ayant été constituées à des fins politiques et d'agitation sociales basée sur des considérations religieuses »⁹⁵. Ce qui veut dire que le Front n'aura jamais une existence légale à la différence de son journal qui contient, bien sûr, des bulletins d'adhésion au Front. Ceci étant, *La Tempête* diffère-t-elle fondamentalement de *La Rafale* ?

Bimensuelle, elle coûte 1 franc l'exemplaire et l'abonnement est maintenu à 20 francs par an. L'équipe est pour partie renouvelée, quand bien même est-elle toujours à base de commerçants⁹⁶. De nouvelles signatures apparaissent avec leur lot de pseudonymes : C. Egotine, Escartefigue (allusion au maire et député de Toulon⁹⁷ où Frédéric Certonciny a des attaches et a tenté une carrière politique ? Au personnage de Pagnol ?), James, Le Goy. En outre, la rédaction amplifie le recours à des extraits de textes d'auteurs antisémites souvent connus : Robert Brasillach, Henri Béraud, Louis-Ferdinand Céline (qui a commis *Bagatelles pour un massacre* en 1937 et *L'École des cadavres* en 1938), Urbain Gohier⁹⁸, Lucien Rebatet, Jacques Saint-Germain⁹⁹. On observe aussi que certaines lettres publiées sont signées par des collectifs comme « un groupe d'employés de la S.N.C.F. » de Bouzonville (n° 8, 16 avr. 1939, p. 6), ce qui correspond à la volonté de montrer qu'il y a un public populaire effectif pour ce type de mouvement et sa presse.

Comme *La Rafale*, sur le plan formel, *La Tempête* comporte des dessins et des caricatures, les rubriques « Chronique locale » et « On dit que... », des

95. WILMOUTH Philippe, *L'Église mosellane écartelée*, op. cit., p. 61.

96. Dans un article intitulé « Dont acte » (n° 8, 16 avr. 1939, p. 3) en réponse à un article de *L'Alerte*, il est précisé : « Nous n'avons pas les moyens d'avoir à notre service des gens grassement rémunérés, tels que vous, Certonciny, par exemple ».

97. Marius Escartefigue (1872 à Marseille [13]-1957 à Paris), anarchiste dans sa jeunesse, participe à des réunions antisémites, puis devient socialiste. Maire de Toulon (1904-1909), il passe à droite, reprend la mairie (1929-1941) et il est élu député (il vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain).

98. U. Gohier (né U. Degoulet ; 1862 à Versailles [78]-1951 à Saint-Satur [18]), avocat, journaliste et écrivain. Dreyfusard tout en étant antisémite, tendance qui s'accroît au fil du temps (éditeur du *Protocole des sages de Sion*, plume de F. Coty, journaliste du périodique *Au Pilon...*). Sur ce personnage paradoxal remis en selle dans les années trente via le mouvement antisémite, voir EPSTEIN Simon, *Les Dreyfusards sous l'Occupation*, Paris, Albin Michel, collection « Bibliothèque Albin Michel. Histoire », 2001.

99. J. Saint-Germain, pseudonyme de René, Louis, Julien Hupel (1908 à Basse-Goulaine [44]-1979 à Paris), journaliste et essayiste, militant du Faisceau, puis membre du PPF (1938) ; il collabore à *La Revue du siècle*, au *Journal de la Solidarité française*, à *L'Émancipation nationale*, à *La Liberté*. Il publie notamment *La Grande Invasion* (Flammarion, 1939) qui contient des passages antisémites et des références à des contacts messins (p. 191 et p. 193). Il écrit ensuite dans la presse collaborationniste (*Le Fait*, *Les Nouveaux Temps*). Après-guerre, il participe à la presse d'extrême droite (*Rivarol*, etc.) et travaille pour divers groupements professionnels, tout en publiant des ouvrages historiques, dont un primé par l'Académie française (voir TAGUIEFF Pierre-André, *Le Grand Remplacement ou la politique du mythe. Généalogie d'une représentation polémique*, Paris, Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2022, p. 129-134).

appels au lectorat (plutôt ciblés en direction des commerçants). On note quelques changements : la mise en page se veut plus proche de celle de la « grande » presse, des photographies font leur apparition. Toutefois, le professionnalisme n'est pas toujours au rendez-vous (des fautes en Une, des coquilles, etc.). C'est d'ailleurs un enjeu dans la bataille quasi réputationnelle que se livrent les périodiques messins. Sous cet angle, *La Tempête* se doit de produire un récit de renaissance victorieuse face aux attaques sur deux fronts. D'abord, son ennemi numéro 1 : les Juifs qui, de surcroît, subventionnent *L'Alerte* ; en conséquence — extension du domaine de la lutte — le journal s'en prend aux « enjuivés ». Ensuite, il est confronté à la sortie de l'organe de presse lorrain du mouvement de Louis Darquier de Pellepoix dont la publicité était pourtant faite dans *La Rafale*. Un ennemi supplémentaire ! Dans ces affrontements, s'intriquent donc des facteurs locaux, parfois très personnalisés, et des facteurs politiques nationaux.

Tel le phœnix...

C'est avec un éditorial (p. 1), non signé mais vraisemblablement de la plume de Victor Baillard qui d'ailleurs emploie ici le « je », intitulé « La Rafale n'est plus... Mais voici la TEMPETE » (typographie d'origine), que le journal renaît de ses cendres. Il livre une contre-histoire du journal par rapport à celle fournie par *L'Alerte*, mais pas seulement. En effet, le combat continue d'autant plus vigoureusement sous l'égide de l'unité qu'il y a des scissions dans l'extrême droite locale, y compris dans feu *La Rafale*. Donc, plus que jamais, il faut éviter « au maximum toute discussion ou sujet politique. [...] Quelles que soient les opinions de nos compatriotes, royalistes, droitiers, modérés, socialistes ou communistes, nous sommes et serons toujours d'accord pour n'avoir qu'un seul parasite à détruire, un ennemi à abattre : le Juif ! ». Sur ce plan, les propos haineux ne feront que croître et embellir sur la base d'un constat qui justifie le choix du titre du journal : « La France n'est pas un Parc-à-Juifs, ni un dépotoir. Il sied maintenant de faire souffler le vent qui épure ou qui chasse ! Et, si nous devons provoquer ce nettoyage nous-mêmes, eh bien, “La Tempête” s'en chargera ! ». Mais, dans le combat que mène la rédaction, il est d'autres ennemis plus inattendus. Ils sont d'emblée pris à partie. D'une part, Lucien Boulay gérant de *La Rafale*, « disparu... escamoté, sans doute par les juifs et couvert, sinon d'or, du moins de promesses fallacieuses ». D'autre part, le « principal rédacteur » qui s'est « montré soudain si présomptueux et atteint d'une telle mégalomanie que nous avons dû, sans hésiter plus longtemps, nous priver de ses services et le laisser seul avec son miroir pour toute compagnie ». Mystère, mystère sur son identité... même si Frédéric Certonciny est immédiatement dans le viseur de cette première livraison. Dans la suivante (22 janv. 1939), avec en Une l'article « Les “disparus” de l'ancienne “Rafale” », sans les nommer, *La Tempête* lève une partie du voile. Le rédacteur « présomptueux » est « J »

(Roger Jeanson), qui « s'était fait donner, à notre insu, une contre-lettre par BOULAY lui reconnaissant la moitié de la propriété de "La Rafale". Ce même J., obligé de le reconnaître devant notre Comité-Directeur, a prétendu qu'il s'était fait donner une lettre pour "se garantir". Nous ne voulons pas dire que J a agi ainsi avec BOULAY dans le but de se vendre, mais on ne peut tout de même pas aliéner quelque chose dont on n'est pas le légitime propriétaire. De même, la veille de la parution du numéro, il a refusé de remettre la copie pour l'impression qu'il avait centralisée » (typographie d'origine). *La Tempête* s'en prend aussi à « M. Jean C. » (Cordier, prénommé Gilbert, donc J. est fautif), sans « rien insinuer », mais « qui a tout fait pour boycotter la parution de "La Rafale" ». Malgré cela, le journal a récupéré la liste des abonnés et leur sert un exemplaire à titre gracieux. Quant à Lucien Boulay, réfugié à Paris, le Front lui promet des sanctions et déplore son manque de fiabilité¹⁰⁰, alors même qu'il a « quatre frères prêtres, ce qui est tout de même une référence ».

Quoi qu'il en soit, le journal est fragilisé et, comme le montre le papier « Notre Campagne » (8 janv. 1939, n° 1, p. 1-2), les problèmes financiers sont importants et renforcés par l'augmentation du tirage. Le journal réfute avec force toute accusation de soutien par l'Allemagne d'Hitler (ses adversaires n'ont de cesse de l'affirmer), ce qui, selon le journal, si cela était avéré, éliminerait les difficultés financières. Les appels sont donc pressants, plus qu'ils ne l'étaient dans *La Rafale*, avec l'ouverture d'une souscription et des efforts de « propagande » : « Nous ne méconnaissions pas la dureté des temps, nous savons qu'il coûte à chacun de faire le moindre sacrifice, mais, de grâce, faite des sacrifices pour nous aider, ils ne resteront pas vains. Ils nous permettront de briser l'action juive avant qu'il ne soit trop tard ». Certains appels concernent aussi plus spécialement les commerçants pour dénoncer « la déloyale concurrence de la solidarité juive » (n° 6, 19 mars 1939, p. 4) avec une garantie de publication et d'anonymat (*L'Alerte* dénonçant régulièrement cette pratique). Et ce, « en faveur des établissements chrétiens ».

Règlement de compte : les enjuivés

On l'a déjà constaté, la vision du monde des rédacteurs des journaux antisémites s'apparente à celle fondée sur la dialectique ami/ennemi d'un Carl Schmitt. La dimension agonistique afférente est d'autant plus forte quand un « ami » change de camp. Le traître, ou supposé tel, est presque pire que l'ennemi originel. Il en va ainsi pour l'« enjuivé » Lucien Boulay. Voici un aperçu de ce que l'on peut lire

100. L'article 15 des statuts du Front stipule que « le comité pourra prononcer la radiation d'un membre s'il est établi que ce dernier a observé une attitude hostile à l'égard des intérêts de la société ou s'il a commis des indiscretions pouvant nuire au bon fonctionnement de cette dernière ».

dans la rubrique « À Metz, l'on dit que... » : « Le sieur Boulay, ex-chrétien, puis vendu aux juifs, fréquente assidûment le Cercle des Adventistes qui siège à la salle de la Mutualité ou Café d'Angleterre. Aurait-il des remords de conscience ? » (n° 4, 19 févr. 1939, p. 3). Ou encore (*ibid.*), « ... L'on voit bien souvent le sieur Boulay se promener dans les environs de la rue Ausone. On dit que c'est par là que demeurent les anciens rédacteurs de La Rafale, entre autres son ancien associé » (Roger Jeanson qui habite au 12). Comprenez qui pourra ! Seuls les initiés peuvent saisir l'allusion à l'action conjointement menée par les anciens propriétaires de *La Rafale* avec Jacques Bloch et Myrtil Zachayus.

Mais l'« enjuivé » par excellence est Frédéric Certonciny, le rédacteur de *L'Alerte*, journal qualifié régulièrement de « Stürmer Sémite », donc de « SS ». Dans la livraison n° 2 (22 janv. 1939), il est l'objet d'un violent article en Une titré « P. P. C¹⁰¹ ». Dans la livraison n° 5 (5 mars 1939), toujours en Une, on peut lire « Tartufe [*sic*] chez les juifs », signé Escartefigue. D'emblée, le « cavalier Certonciny » est qualifié d'« ex-thuriféraire de Mussolini¹⁰² », c'est-à-dire un fasciste, aujourd'hui dans le camp de la Lica. Il est accusé de n'avoir pas vraiment combattu durant la Grande Guerre, d'être un « heimatlos interdépartemental », d'être un Toulonnais qui aime la bière outre mesure, d'être un « protecteur stipendié des juifs » grassement payé à *L'Alerte* (3 000 francs par mois, plus un casuel de 250 francs pour les apéritifs).

Le 16 avril 1939 (dernier numéro !) en Une, *La Tempête* publie une « Lettre ouverte à Monsieur Frédéric Certonciny/Journaliste opportuniste et honnête homme », non signée. La charge est explosive contre celui qui se présente comme un « grrrand journaliste » et « élève » de Léon Bailby¹⁰³ et d'Émile Buré¹⁰⁴ qui, d'ailleurs, ne partagent pas les mêmes options politiques, mais sont souvent ambigus comme Frédéric Certonciny qui les reconnaît effectivement en tant que « maîtres ». On y découvre ses déboires électoraux à Toulon et son recours

101. Le sigle « P.P.C. », qui signifie « Pour prendre congé », est utilisé en fin de message ou de courrier quand on ne voit pas la personne chez elle.

102. Par exemple, la présence de F. Certonciny, ainsi que celle de J. Bloch, à une réunion du Comité France-Italie de Metz, est signalée dans *L'Italie nouvelle. Journal hebdomadaire, politique, littéraire et artistique* (8 juil. 1937). Les deux sont chevaliers de la Couronne d'Italie. Précisons que, suivant les estimations, 10 % à 20 % des Juifs italiens sont membres du Parti national fasciste.

103. L. Bailby (1867 à Paris-1954 à Paris), anti-dreyfusard, journaliste et patron de presse, dans la mouvance de l'extrême droite (il recrute et soutient L. Darquier de Pellepoix, tout en ayant condamné le racisme hitlérien). En 1940, à Nice, il crée un journal collaborationniste et antisémite intitulé... *L'Alerte* (voir EPSTEIN Simon, *Un paradoxe français. Antiracistes dans la Collaboration, antisémites dans la Résistance*, Paris, Albin Michel, collection « Bibliothèque Albin Michel. Histoire », 2008).

104. É. Buré (1876 à Dreux [28]-1952 à Saint-Mandé [94]), socialiste et dreyfusard à ses débuts, puis journaliste politique de tendance nationaliste et directeur de plusieurs journaux classés plutôt à droite (dont *L'Ordre*). Il est patriote, anti-allemand et antisémite occasionnel ; opposé à Vichy, il passe la guerre aux États-Unis où il a une activité journalistique (voir EPSTEIN Simon, *Les Dreyfusards sous l'Occupation, op.cit.*).

à de « mauvais garçons » pour mener campagne. En tant que journaliste au *Petit Var* ou à *L'Intransigeant*, il aurait eu des fonctions moins importantes que celles qu'il déclare. Il ne brille pas plus à *L'Écho d'Alger* qu'à *L'Ami du Peuple*, dont il est renvoyé. Si, au profit de François Coty, il milite dans ses « troupes de choc » aux côtés de Marcel Bucard, *La Tempête* rappelle que ce dernier est resté antisémite et que la fin de la collaboration avec François Coty est due à une « fugue galante à Berlin ». Quant à son activité à Metz, elle va du non-respect de la commande d'un livre par la municipalité à son inconduite au *Messin*, avec des menaces de renvoi suite à une déclaration sur le fait qu'il travaillait pour le plus offrant ; et, finalement, ce serait une altercation musclée qui aurait signé son départ effectif de ce journal¹⁰⁵. Mais le plus intéressant est ce qui concerne la dimension politique : le soutien au fasciste Mussolini est moqué, tout comme, en récompense, son élévation au grade de chevalier « du plus récent des ordres d'Italie ». Et, surtout, on a confirmation qu'il fut le premier rédacteur de *La Rafale*, qu'il a écrit la lettre ouverte au préfet demandant notamment « l'expulsion d'indésirables juifs » (n° 2, 11 nov. 1938, p. 1)¹⁰⁶ et que sa virulence a valu des plaintes en diffamation à ce journal¹⁰⁷. Sans compter le fait que Frédéric Certonciny travaille toujours pour l'antisémite *Petit Oranais*. D'où une diatribe contre cet « opportuniste », soudoyé par « l'avocat négociant et négociateur Zachayus, trésorier apparent d'on ne sait quelle occulte cassette pour la défense du sémitisme » afin de créer *L'Alerte* en emportant la liste des fondateurs de *La Rafale* (en fait, c'est Roger Jeanson qui livre les noms). Et face à cette trahison, pour faire bonne mesure, *La Tempête* reproduit un extrait du *Droit de vivre* (25 mars 1939), le journal de la Lica, qui « exécute proprement » l'ex-journaliste du *Messin*, « quotidien réactionnaire » : « Certaines conversions sont ébouriffantes, d'autres révoltantes. Certaines autres sont si ébouriffantes et révoltantes à la fois qu'il faut en rire, même lorsqu'elles semblent nous être favorables ». L'article stigmatise celui qui « écrivit que "plutôt que de subir un gouvernement de Front populaire, il préférerait redevenir allemand" » et

105. Le 30 janvier 1939, se déroule une audience opposant Eugène Baudon (1893 à Amagne [08]-1962 à Amagne), rédacteur en chef du *Messin*, à F. Certonciny (défendu par M^e Nicolai), accusé de coups et blessures volontaires. Celui-ci est condamné à une amende de 50 francs et au remboursement des frais avec sursis. E. Baudon arrive à Metz en 1924 et occupe les postes de secrétaire de rédaction, puis de rédacteur-gérant.

106. Cette assertion sur la lettre au préfet, ainsi que les autres publiées par *La Tempête*, sont vigoureusement démenties par F. Certonciny dans *L'Alerte* (« Les charlatans de l'antisémitisme de Lorraine ont disparu à la suite des Décrets-lois », n° 19, 14 mai 1939, p. 1).

107. Dans un article consacré à J. Bloch fraîchement décoré de la Légion d'honneur et à la réception qui suit la remise de la médaille, on peut lire des propos prêtés à un Certonciny aviné qui vont encore plus loin que ceux relatifs à la lettre au préfet : « Mais j'suis tout de même un honnête homme. Suis pas vendu, moi. J'ai réd... rédi... rédigé les premiers numéros de "La Rafale". N'avaient pas le rond dans c'te turne. Mais parlez-moi de "L'Alerte" ». Ça c'est un canard nom de D... A bas... j'veux dire : Vivent les juifs ! » (*La Tempête*, n° 7, 2 avr. 1939, p. 2).

qui, « aujourd'hui, [...] fascinant raciste [,] est passé, avec armes et bagages, de l'autre côté, et rédige, à Metz, un hebdomadaire intitulé "L'Alerte". N'est-ce pas édifiant ?¹⁰⁸ ». *La Tempête* commente en disant que tous les Juifs messins ne subventionnent pas ce journal, pas plus qu'ils ne le lisent¹⁰⁹. Là aussi, on sème la division chez l'adversaire.

L'extrême droite lorraine, une histoire de divisions

Les frères ennemis ne sont pas que les « enjuivés » ralliés à *L'Alerte*. C'est ainsi que *La Tempête* (n° 4, 19 févr. 1939, p. 4) signale que « dans le dernier numéro de l'organe youltre de Metz » (c.-à-d. *L'Alerte*) on peut lire que *La Lorraine déchaînée* est de meilleure qualité rédactionnelle que son concurrent. Et *La Tempête* en profite pour dire que le siège social de *La Lorraine déchaînée* est chez Roger Jeanson, « ex-copropriétaire de *La Rafale* vendue aux juifs » ! Aux yeux du journal, ce dévoilement serait ni plus ni moins qu'une « gaffe » de Frédéric Certonciny. Une gaffe vraiment ? Plutôt un coup supplémentaire entre frères ennemis.

En effet, en 1939, Metz est devenu le siège d'un autre bimensuel antisémite (dont la rédaction est 9 rue Ausone), imprimé cependant à Nancy (chez Bailly et Wettstein¹¹⁰) en 2 500 exemplaires : *La Lorraine déchaînée* — titre inspiré de *La France enchaînée* de Louis Darquier de Pellepoix, créée en février 1938 avec des subsides nazis pour prendre la suite de *L'Antijuif*, créé lui en 1937¹¹¹. Sa très

108. Le 29 août 1936, *La Lumière. Hebdomadaire d'éducation civique et d'action républicaine* publie un article titré « Les Nazis de Metz » dans lequel le rédacteur en chef du *Messin* est accusé d'être un propagandiste fasciste et hitlérien. Il est vrai qu'il avait signé un éditorial retentissant dans *Le Messin* (« Tout plutôt qu'une France révolutionnaire et soviétisée... nous disent des patriotes lorrains », 22 août 1936) dans lequel il affirmait que des patriotes de Moselle avaient déclaré à la direction du journal : « Nous avons tout près de nous une Allemagne, dont l'ordre civique mérite d'être pris en exemple. Il en est de même pour l'Italie. Nous voulons rester français cent pour cent. Nous voulons vivre dans la France, dont nous avons rêvé, celle des gouvernements d'union nationale. Mais quant à vivoter péniblement dans une France amoindrie, révoltée, bolchevisée, non ! S'il doit en être ainsi, nous préférons redevenir allemands ! Car l'Allemagne a raison à l'heure actuelle. Elle au moins sait se faire respecter ».

109. Dans une livraison ultérieure, on peut lire ceci : « Les juifs messins reprochent à Bloch, Dreyfuss [sic] et Zacharius [sic] d'être à la source de tout l'antisémitisme. C'est un peu vrai. Mais il faut des gaffeurs partout » (n° 8, 16 avr. 1939, p. 3).

110. Georges Wettstein (1890 à Nancy [54]-1940 à Neufchâteau [88]), typographe, combattant de la Grande Guerre qu'il termine comme officier. Il est actif dans le milieu des anciens combattants et l'entreprise assure des services dans ce secteur. Dans le *Journal de la Meurthe et des Vosges* (6 juil. 1915), il est signalé qu'il est promu sous-lieutenant et que, membre de la troupe de la Passion à la paroisse Saint-Joseph, il tenait le rôle de Judas (le livret officiel de *La Passion. Mystère en 16 actes* est imprimé par ses soins en 1929)... Capitaine de réserve, chevalier de la Légion d'honneur en 1931, il meurt au combat.

111. Voir JOLY Laurent, « Darquier de Pellepoix, "champion" des antisémites français (1936-1939) », *Revue d'histoire de la Shoah*, 173, 2001.

courte parution s'étend du 5 février au 9 avril 1939 (6 livraisons). Cette feuille, coûtant elle aussi un franc (abonnement 20 francs), affirme fièrement dans son bandeau que, « fidèle à la mémoire du maître Edouard Drumont [elle] continue la lutte contre tout ce qui n'est pas français et contre les ennemis de la France : les juifs, les francs-maçons et les métèques — Français aidez-la ». Ou encore : « Racisme plus que jamais : "LA FRANCE AUX FRANÇAIS" et combattre jusqu'au bout » (typographie d'origine). Cependant, l'union contre les Juifs est loin d'être parfaite ! Du reste, cette publication a été créée par des anciens de *La Rafale*, dont Robert Kleine¹¹², gérant et directeur, Gilbert Cordier et aussi Roger Jeanson qui avait pris l'engagement auprès de Myrtil Zachayus de ne pas participer à des publications locales antisémites¹¹³. Des étudiants nancéiens sont également impliqués¹¹⁴. Au départ du gérant le 1^{er} mars 1939¹¹⁵, c'est la mère de Roger Jeanson (décédé un mois après la parution de la première livraison), Georgette Gresset, née Beurville¹¹⁶, qui prend la suite. Quoi qu'il en soit, le journal pilonne.

Dans son édition du 19 février 1939 (n° 3), en Une et sous le titre « Les dessous de "La Rafale" et de "La Tempête" », le périodique explique que ses « adversaires se sont dévoilés et, comme par hasard, il se trouve que les plus fourbes sont de pseudo-antisémites ! ». Qu'est-ce à dire ? Dans le collimateur, *La Tempête* qui, avant la parution de ce nouvel organe de presse, a mis en garde ses lecteurs contre celui-ci¹¹⁷ et qui est accusée de poursuivre des buts lucratifs. Et surtout, du point de vue de *La Lorraine déchaînée*, sa disparition était inéluctable, d'où la création d'un périodique pour « ne pas laisser s'éteindre le flambeau de

112. R. Kleine (1911 à Delme-1972 à Saint-Gaudens [31]), adopté par la Nation en 1925, employé de bureau.

113. Lors du décès de R. Jeanson, *La Lorraine déchaînée* (n° 6, 9 avr. 1939, p. 2) rend un hommage appuyé à celui qui est présenté comme un « ami », tout en précisant qu'il n'« a jamais collaboré à la Lorraine Déchaînée »...

114. VINCLER Jeanne, *Communautés juives en péril, op. cit.*, p. 211.

115. En fait, R. Kleine rejoint *La Tempête* pour succéder au gérant J. Farreyrol.

116. G. Beurville (1888 à Sommevoire [52]-1992 à Villeneuve-Saint-Georges [78]), épouse de Louis Charles Jeanson (1892 à Celfonds [52]-1914 à Courbesseaux [54]), employé, sous-lieutenant de réserve mort au front. Elle est remariée avec Lucien Gresset (1892 à Paris-1963 à Paris), garçon boucher, combattant de la Grande Guerre (engagé volontaire, officier, blessé), commandant des services administratifs de l'armée de l'air en fin de carrière ; directeur du café de Paris à Valence pendant la guerre, résistant-déporté (réseau Navarre, déporté à Buchenwald), commandeur de la Légion d'honneur. Un rapport de la Sûreté nationale au préfet de la Moselle (5 mai 1939) précise que le couple est en instance de divorce (L. Gresset vivant en concubinage) et que G. Gresset, afin « de gagner quelques argents [sic], a accepté cette gérance ». Son adresse (9 rue Ausone) est celle de la rédaction du journal.

117. « On parle de la prochaine parution d'un nouveau journal antisémite, qui sera dirigé par les anciens rédacteurs de "La Rafale" dont nous avons parlé dans notre dernier numéro. Prendront-ils aussi comme gérant le dévoué Boulay ? Nous mettons nos lecteurs en garde, méfiez-vous de "La Lorraine Déchaînée" » (n° 3, 5 févr. 1939, p. 3).

l'anti-sémitisme lorrain ». D'autant que, circonstance aggravante, « ces Messieurs de *La Tempête* [...] f[ont] le jeu des juifs, en nous mettant à l'index, nous ne le tolérons pas ». D'où la promesse de dévoiler les « tractations » et « combines », alors même que les sectateurs de Louis Darquier de Pellepoix avaient participé à l'aventure de *La Rafale*, mais que d'autres se sont laissés corrompre pour faire échouer l'entreprise. Dans *L'Alerte* (n° 16, 26 mars 1939, p. 3), Frédéric Certonciny répond aux « insinuations » de *La Lorraine déchaînée* (« Qui donc finance l'ALERTE, CERTONCINY? Certonciny ou le Buré numéro deux », n° 4, 12 mars 1939). Face à ce journal dont les rédacteurs n'appartiennent pas « à la clique déconsidérée qui utilise des feuilles stupides pour exercer une pression soi-disant nationale qui n'est autre qu'un chantage » est « peut-être un des plus dangereux organes qui ait jamais été publiés dans notre Lorraine », le directeur de *L'Alerte* affirme notamment son indépendance financière et sa liberté (bien relative comme on l'a constaté), tout en reconnaissant qu'il a bénéficié d'« amitiés anciennes » sans précisions (on pense évidemment à celle de Jacques Bloch).

Globalement, le monde de l'extrême droite se divise à l'envi. Par exemple, suite à un retentissant procès en novembre 1938 entre Louis Darquier de Pellepoix (que *La Tempête* soutient toujours et présente comme son « ami ») et le journaliste Bernard Lecache, fondateur de la Lica, le financement par les nazis des activités du chef du Rassemblement antijuif — le plus puissant des mouvements antisémites du moment — fut éventé. Et comme, en prime, dans *La France déchaînée*, sous la plume d'Urbain Gohier — collaborateur de *La Tempête* — tant Charles Maurras que Léon Daudet sont accusés d'être d'origine juive ou « métèque », la « rupture fut consommée entre l'Action Française et le Rassemblement qu'elle avait pourtant toujours soutenu : “Les amis de nos ennemis ne peuvent être nos amis” » déclara le Maître du nationalisme intégral en février 1939¹¹⁸. *De facto*, l'AF se retrouve désormais sur la position d'un Frédéric Certonciny stigmatisant le *Stürmer* local¹¹⁹ ! Ce qui ne revient évidemment pas à exonérer l'AF de tout antisémitisme. En fait, on a là une trace supplémentaire de la complexité de la configuration antisémite messine avec la circulation — parfois imprévisible — des personnes et des idées, avec aussi un énergique investissement de l'espace public qui finit néanmoins par rencontrer un obstacle de taille.

En effet, à l'initiative de plusieurs mouvements opposés au racisme et à l'antisémitisme, ainsi qu'à celle du ministre de la Justice Paul Marchandau qui

118. CALLIL Carmen, *Darquier de Pellepoix ou la France trahie*, op.cit., p. 214.

119. Sur les positionnements de C. Maurras et de l'Action française face à l'Allemagne nazie, voir DARD Olivier, *Charles Maurras. Le Maître et l'action*, Paris, A. Colin, collection « Nouvelles biographies historiques », 2013 et GRUNEWALD Michel, *De la « France d'abord » à la « France seule ». L'Action française face au national-socialisme et au Troisième Reich*, Paris, P. G. de Roux, 2019.

les signe, deux décrets-lois sont publiés le 21 avril 1939¹²⁰. Connus sous le nom de « loi Marchandeaudeau », ils modifient la loi de 1881 sur la liberté de la presse et permettent des poursuites « lorsque la diffamation ou l'injure, commise envers un groupe de personnes appartenant, par leur origine, à une race ou à une religion déterminée, aura eu pour but d'exciter à la haine entre les citoyens ou les habitants ». Ils visent aussi à lutter contre la propagande étrangère. Les deux périodiques sont potentiellement concernés. Ainsi le clap de fin a-t-il lieu en même temps. Pourquoi ? « Lorsque les feuilles antisémites messines, *La Lorraine déchaînée* et *La Tempête*, cessent l'une et l'autre de paraître à la mi-avril, les services de police croient pouvoir l'expliquer par l'existence de la loi » avance Emmanuel Debono¹²¹, qui ajoute que, vraisemblablement, joue aussi le modèle économique de ces journaux. Si elles font beaucoup parler d'elles, ces feuilles en concurrence ont somme toute un marché étroit (un maximum de 5 000 personnes¹²²). D'où, on l'a noté, les multiples appels au lectorat pour obtenir des aides financières et des abonnements, alors que d'après les sources policières nombre d'exemplaires sont distribués gratuitement. Qui plus est, *La Rafale* a été condamnée, certes faiblement, en correctionnelle et les animateurs de *La Tempête* et de *La Lorraine déchaînée* savent sans doute que leurs opposants (*L'Alerte*, mais aussi la Lica, la LDH et d'autres) ne manqueront pas de saisir la justice en bénéficiant d'un arsenal juridique désormais renforcé¹²³. En quelque sorte, si le combat cesse faute de combattants, il reprendra sous Vichy et la collaboration avec l'occupant dont on connaît les conséquences pour les Juifs en France. À cet égard, il faut se souvenir du fait que, pour la Moselle, en juillet 1940 avec la seconde Annexion, les Juifs qui n'étaient pas du nombre des évacués du début de la guerre sont expulsés par les Allemands. Et c'est des départements de l'Intérieur qu'une partie d'entre eux sont déportés. Près de 1 500 ne reviennent pas¹²⁴.

En tout cas, cette courte et intense bataille médiatique et politique entre les droites nationales fonctionne comme un effet-loupe du positionnement des dites droites. Certes, la proto-histoire de cette bataille est certainement à rechercher dans le milieu de l'AF du côté de *La Gifle*, mais elle reste à écrire dès lors que

120. Voir DEBONO Emmanuel, *Le Racisme dans le prétoire*, op. cit.. À noter que F. Certonciny et M. Zachayus avaient le projet d'écrire à P. Marchandeaudeau (lettre de F. Certonciny à M. Zachayus, 12 avr. 1939, arch. privées).

121. DEBONO Emmanuel, *Aux origines de l'antiracisme*, op. cit., p. 401 et DEBONO Emmanuel, *Le Racisme dans le prétoire*, op. cit., p. 77.

122. *L'Alerte* est dans le même cas : F. Certonciny signale les difficultés financières du journal dans plusieurs courriers à M. Zachayus (arch. privées).

123. Par exemple, *La Tempête* (n° 8, 16 avr. 1939, p. 3) critique fortement les décrets-lois en cours de publication.

124. Voir Consistoire israélite de la Moselle, *Le Martyrologue des Juifs de la Moselle 1939-1945*, Knutange, Éditions Fensch Vallée, 1999.

des documents sur cette feuille très éphémère auront été retrouvés. Pour sa part, *La Rafale* est davantage dans une logique de coalition des droites : via le Front anti-juif, elle se situe explicitement dans la mouvance du Rassemblement antijuif de France et, plus discrètement, dans celle de l'AF ou encore dans celle des Croix-de-Feu ou du PSF. Quant à *La Tempête*, elle apparaît toujours comme l'organe du Front anti-juif de la Moselle, mais dans sa variante plus opposée à l'Allemagne que ne le serait celle des orthodoxes du Rassemblement antijuif de France. Quant à *La Lorraine déchainée* créée par des dissidents de *La Rafale* et ne comportant aucune référence au Rassemblement antijuif de France, elle semble plus en prise avec les positions de l'AF qui s'attaque de façon virulente aux Juifs, mais aussi aux « métèques » et aux francs-maçons. Du coup, *L'Alerte*, notamment sur une base Croix-de-Feu/PSF se voulant non antisémite, occupe une position dans la mouvance du Front lorrain, des notables locaux et de la composante « israélites français » de la communauté ; celle-ci compte aussi en son sein des militants de la Lica situés à gauche qui, majoritairement, ne lui semble guère favorables. Là encore, il y a de l'hétérogénéité si ce n'est de la dissension. Sur ce plan, l'étude systématique des trajectoires de l'ensemble des protagonistes durant la guerre — pour certains, on en a quelques brefs aperçus dans ces pages — serait instructive.

Enfin, ce focus sur des titres de la presse militante permet de mettre l'accent sur certaines caractéristiques de son fonctionnement. On mesure à quel point, dans la logique de « performativité¹²⁵ », la viabilité financière est un enjeu pour toute rédaction qui est animée par une cause ; toute rédaction vise aussi la qualité « professionnelle », quand bien même est-elle composée de bénévoles qui se sentent une vocation de publicistes ou de propagandiste. En effet, la professionnalisation de l'activité journalistique s'est accélérée depuis la création du Syndicat des journalistes en 1918 et sa « charte des devoirs du journaliste » pour déboucher notamment sur la loi du 29 mars 1935 qui définit le statut du « journaliste professionnel » et sur une révision de la charte en 1938. Toutefois, dans la configuration messine, il ne s'agit aucunement de pratiquer un journalisme d'information, nonobstant le fait que les différents périodiques revendiquent un discours de vérité ou une compétence à administrer les preuves des propos tenus. En revanche, la contribution de professionnels reconnus, avec la participation d'un directeur d'une rédaction d'un journal messin à *La Rafale* ou à *L'Alerte*, ou avec la reproduction d'articles de rédacteurs extérieurs à l'équipe locale ou encore avec un affichage de la volonté de se rapprocher d'un modèle professionnel considéré comme légitime, peuvent être des atouts pour la réussite d'une entreprise militante qui, comme on l'a constaté, peine à maintenir ou élargir son lectorat dont certains membres sont aussi des auteurs

125. RÉGNIER Philippe, « Le journal militant », *chap. cit.*, p. 314.

occasionnels ou sont appelés à le devenir. Semblable presse forme donc un « monde social » autant qu'elle en est issue par un jeu complexe d'interactions faites d'affrontements, d'alliances conjoncturelles, de renversements de celles-ci. Du reste, indice d'un monde commun, les titres ressortissent au même réseau sémantique : *Rafale*, *Tempête*, *Alerte*. Une météorologie plus que dangereuse ! Cependant, après le déchaînement des années noires, cet épisode peu glorieux semble tombé dans l'oubli. À moins qu'il ne soit refoulé, tant l'établissement de liens positifs entre politique — la municipalité messine est toujours à droite —, commerce et médias pour le renouveau de la vie de la cité sont impératifs ; tant aussi les relations entre évacués, expulsés, résistants — dont, on l'a vu, des nationalistes antisémites —, déportés, Malgré-nous et ceux qui sont restés peuvent être parfois complexes ; tant encore la population juive est occupée à panser ses plaies ou peut considérer que la patrie s'est « égarée » et qu'elle est « renaissante¹²⁶ », ce qui nécessite la concorde. Mais, comme l'histoire nous l'enseigne, il y a toujours un retour du refoulé.

126. Cette formule est empruntée au titre de l'ouvrage du grand-rabbin Nathan Netter (1866 à Niedernai [67]-1959 à Metz [57]) *La Patrie égarée et la Patrie renaissante* (Metz, P. Even, 1946, prix Montyon de l'Académie française en 1947), qui ne comporte aucune allusion à l'antisémitisme à Metz, alors qu'il a été directement la cible d'attaques de la part des journaux locaux.